



DOSSIER
SPÉCIAL
NIGER



LUXDEV

RAPPORT ANNUEL 2014

sommaire

03

LE MOT DU PRÉSIDENT ET DU DIRECTEUR

05

REPORTAGE PHOTOS

08

NIGER

26

LES PROJETS

78

RÉCAPITULATIF DES FONDS MIS EN ŒUVRE

79

CRÉDITS

Président et du Directeur

Depuis l'adoption des Objectifs du Millénaire pour le Développement (2000) le monde de la coopération au développement est en pleine évolution. Tous les protagonistes se sont rendus compte que certaines approches dans le domaine de la coopération ne répondent plus ni aux attentes de nos partenaires ni aux impératifs d'efficience et d'efficacité.

Cette réflexion, démarrée à Rome en 2003, a abouti à la Déclaration de Paris en 2005 et s'est poursuivie avec les forums de haut niveau d'Accra (2008) et de Busan (2011). Les principes de base du nouveau paradigme sont liés à la recherche, dans un premier temps, de l'efficacité de l'aide et, dans un second temps, de l'efficacité du développement. Un des éléments essentiels de cette nouvelle approche consiste à responsabiliser davantage nos partenaires respectifs. Responsabiliser, mais également prendre conscience et accepter que le développement est une affaire des pays partenaires, que ce sont eux qui sont dans le « *driver's seat* », et non pas les acteurs et bailleurs du Nord.

La Coopération luxembourgeoise a participé pleinement à ce processus et a souscrit à tous les principes et tous les engagements qui ont été pris au niveau européen et international. Dans ce contexte, nous avons toujours conçu que le rôle de LuxDev consistait à traduire ces engagements en actes concrets en fonction bien sûr des orientations politiques et des engagements pris dans le cadre des Programmes indicatifs de Coopération.

Le présent rapport annuel, qui s'inspire notamment de 15 années d'engagement de LuxDev en tant qu'Agence bilatérale de la Coopération luxembourgeoise dans la région de Dosso au Niger, illustre l'évolution de notre façon de travailler.

Il faut se rendre à l'évidence que ce changement de paradigme a constitué un énorme défi pour une agence de la taille de LuxDev. Non seulement il fallait développer, adapter et décentraliser nos structures, redéfinir nos métiers, développer de nouvelles méthodes de travail, de nouveaux outils, de nouveaux instruments, mais il fallait aussi accompagner, motiver et former nos collaborateurs pour les rendre aptes à relever ces défis. La culture même de l'Agence a dû se transformer.

Au cours de ces 15 années, un travail très important a été réalisé afin de préparer notre Agence aux nouvelles exigences et attentes, aussi bien de notre Gouvernement que de nos pays partenaires. Ce n'est pas sans fierté que nous pouvons affirmer aujourd'hui que LuxDev est une Agence qui a réussi son évolution et qui a su s'adapter à son nouvel environnement. LuxDev est un acteur pertinent et utile, qui met en œuvre les interventions de la Coopération luxembourgeoise en conformité avec les orientations politiques et les engagements internationaux auxquels a souscrit le Gouvernement luxembourgeois.

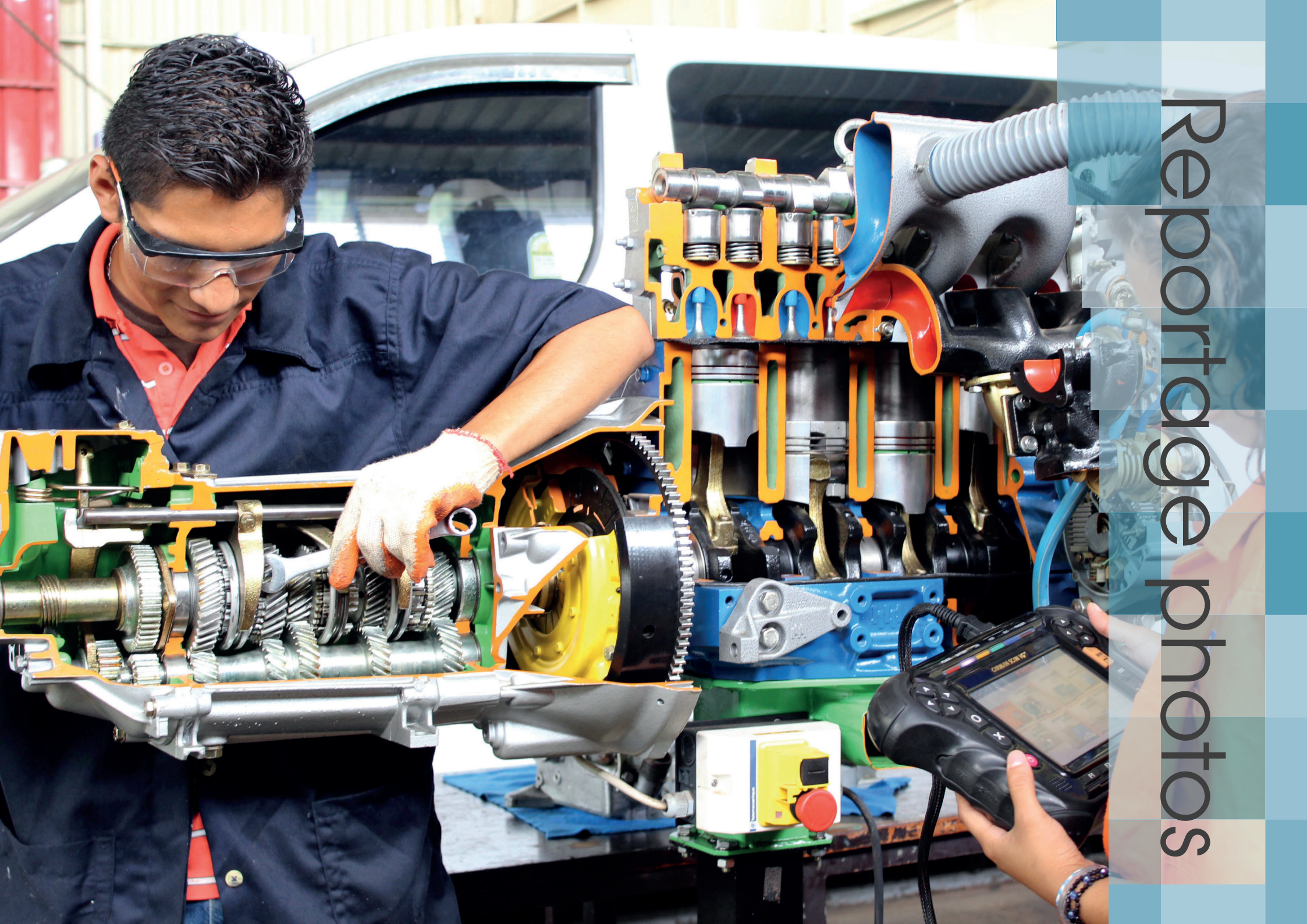
Bien évidemment, dans un monde en constante évolution, nous ne pouvons pas nous reposer sur nos lauriers. Nous devons nous adapter aux nouvelles exigences, nous former aux nouveaux métiers et assurer la formation continue de nos collaborateurs pour qu'ils soient capables de fournir conseil et assistance à nos partenaires dans des situations diverses et variées, mais en tout cas de plus en plus complexes. La perspective de l'adoption des Objectifs de Développement durable en 2015 nous confronte à de nouveaux enjeux et défis de taille. Sachant que nous pouvons compter sur la motivation, l'engagement et l'enthousiasme de nos collaborateurs, nous sommes confiants que LuxDev pourra, une fois de plus, relever ces défis, s'adapter au changement et continuer à œuvrer pour l'éradication de la pauvreté et le développement durable.



Gaston SCHWARTZ
Directeur Général



Jeannot WARINGO
Président du Conseil
d'Administration



Reportage photos



Richard Delnoye - Laos



Élection locale

Comités de nutrition (Développement rural / Gouvernance locale), village de Pien, district de Pak Beng, province d'Oudomxay, Laos.

Saylom Keoviphakone - Laos



L'éducation est notre avenir

Phonhome est un groupe de villages multi-ethniques où les enfants espèrent à un futur radieux comme ils le montrent sur cette photo : « se lever pour écrire et étudier ».

Trang Nguyen - Vietnam



Malgré la difficulté, il y a du bonheur

Bien qu'étant pauvre et vivant dans la région reculée du Vietnam, les jeunes couples H'Mong sont très heureux de cajoler leurs jumeaux nouveaux-nés.



Saylom Keoviphakone - Laos

L'eau c'est la vie.



Richard Delnoye - Laos

Récolte de riz.



Sayane Mouhoumoudoune - Niger

Le meilleur investissement demeure dans l'éducation. C'est l'arme la plus redoutable pour changer le monde.



Christopher Marck - Burkina Faso

Enfants à la pompe du village près de Bobo-Dioulasso.



Jose Antonio Corpas - Nicaragua

Dans le cadre de la formation, les élèves doivent effectuer des travaux pratiques avec les moteurs des voitures.



Paula Drenkard - Cap-Vert

« C'est là ! » - Participation des élèves lors d'une représentation de théâtre.



Estelle Chaudron - Nicaragua

Jardins familiaux.



Eusebio Mora - Niger

L'accès à l'éducation dans la région de Dosso s'est amélioré avec le programme de constructions scolaires.



Trang Nguyen - Vietnam

Les fermiers rangent les oranges pour la livraison, fruit d'une récolte prospère.



Richard Schmid - Mongolie

Steppe mongole.



Richard Delnoye - Laos

Banques de chèvres.



Noma Salifou - Niger

Difficultés pour ouvrir un atelier après la formation professionnelle.

A woman stands in a savanna landscape, holding a wooden staff. She wears a vibrant, patterned dress with orange, blue, and white designs, and a yellow and blue headwrap. The background features tall palm trees and a clear sky.

Niger

Ces 15
dernières
années
en région
de Dosso



Niger

Introduction

Le Sommet du Millénaire (New York, septembre 2000) a constitué le plus grand rassemblement de chefs d'État et de gouvernement de tous les temps. Il s'était conclu avec l'adoption des huit Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) par les 189 États Membres de la Déclaration du Millénaire.

En 2008, à mi-parcours de l'échéance de 2015, le bilan des OMD était inégal. Des progrès réels avaient été accomplis vers la réalisation de certains des objectifs, notamment la généralisation du traitement contre le sida, les gains de productivité agricole, la hausse des taux de scolarisation et l'amélioration de l'accès aux services d'approvisionnement en eau et en assainissement. Mais il subsistait encore de fortes disparités entre pays et au niveau national.

Dans son rapport de 2014, l'ONU se réjouissait déjà de constater l'at-

teinte de plusieurs cibles fixées en 2000. Mais le bilan n'est pas positif partout: l'ONU reconnaît qu'on est encore loin d'atteindre certaines cibles. Par exemple, les principales menaces contre l'environnement demeurent présentes, voire se sont accrues. Bien que la proportion des personnes sous-alimentées ait diminué dans le monde, la cible visant à réduire de moitié le pourcentage des personnes souffrant de malnutrition nécessite plus d'efforts. Si le taux de mortalité infantile a baissé de 50 %, les décès demeurent en grande partie causés par des maladies évitables. Quelque deux milliards de personnes ont accédé à des services d'assainissement amélioré entre 1990 et 2012, mais deux milliards et demi n'en bénéficient toujours pas et un milliard d'entre elles défèquent toujours à l'air libre.





Niger

15 ans au Niger

Une rétrospective de la coopération dans la région de Dosso

C'est à l'heure du bilan et dans le contexte de l'année charnière 2015 que LuxDev souhaite vous présenter quelques instantanés qui ne peuvent bien sûr donner qu'une rétrospective partielle et partielle de 15 années d'efforts aux côtés de nos partenaires au Niger dans la région de Dosso, mais qui illustrent le chemin parcouru. À travers de quelques textes, photos, vidéos et interviews, nous vous invitons à mettre vos pas dans les nôtres pour être les témoins des investissements réalisés et pour mesurer les progrès accomplis, en particulier dans les secteurs de l'éducation, de l'alphabétisation, de la production agricole et de l'accès à l'eau potable.

Mais au-delà des réalisations physiques, cette rétrospective raconte notre implication dans le partena-

riat mondial pour le développement (OMD 8) et l'agenda de l'efficacité (Paris, Accra, Busan, Mexico). Inlassablement, nous avons investi la déconcentration des services de l'État, dans les associations et les organisations de producteurs et dans les communes, depuis les premières élections municipales en 2004 ainsi que dans les conseils régionaux depuis leur mise en place en 2011. En effet, quelles que soient les approches adoptées (projet ou programme), les modalités choisies (régie ou exécution nationale) et les instruments déployés, LuxDev a cherché non seulement à œuvrer pour l'atteinte des OMD ciblés prioritairement par la Coopération nigéro-luxembourgeoise, mais également à renforcer les capacités de ses partenaires.



« Équipe du Programme de Coopération Niger - Luxembourg »

2000 → 2001



Aichatou KANÉ

Ministre des Affaires étrangères,
de la Coopération,
de l'Intégration africaine
et des Nigériens à l'étranger



Le premier projet luxembourgeois dans l'éducation apporte déjà des innovations

Au Niger, faire augmenter le taux de scolarisation des enfants, garçons et filles, tient de la prouesse. En effet, le taux de fécondité (7,6 enfants/femme) et le taux brut de natalité (49,8/1 000 habitants) restent les plus élevés du monde (UNICEF, 2012). C'est pourquoi l'accès est resté une priorité des politiques d'éducation des autorités nigériennes.

Dès la fin des années 90, la Coopération luxembourgeoise s'est préoccupée d'appuyer les efforts du Ministère nigérien de l'Éducation spécifiquement dans la région de Dosso. Il s'agissait en priorité d'augmenter les capacités d'accueil des écoles primaires et de faire en sorte que les cours puissent se tenir dans des conditions décentes. En effet, les classes se tenaient majoritairement à même le sol, sous des paillotes faites de branchages et de paille de sorgho et les enfants étaient soumis aux aléas climatiques et aux désagréments des insectes et des serpents.

Les premiers projets (NIG/008 - Écoles et Santé) mis en œuvre entre 1997 et 2002 avaient pour but d'améliorer les

conditions socio-sanitaires et d'hygiène des élèves de l'enseignement du premier degré dans l'arrondissement et la commune de Dosso.

Il a permis la réhabilitation de 64 écoles et la (re)construction de 16 écoles de l'arrondissement et de la commune de Dosso. Au total, 253 salles de classe ont été rénovées et 86 nouvelles salles ont été construites et équipées. En complément, d'autres volets étaient menés de manière complémentaire :

- l'aménagement de 78 points d'eau dans ces écoles pour réduire les risques de maladies à vecteurs ;
- la protection des sites des écoles par la plantation de haies vives et d'arbres d'ombrage, afin notamment d'éviter la divagation de troupeaux dans les cours d'écoles ;
- la formation du personnel enseignant et des conseillers pédagogiques dans les domaines de l'éducation pour la santé, de l'éducation environnementale et de la sensibilisation des parents d'élèves.

Une avancée majeure a été obtenue grâce au travail du Cabinet d'architecture nigérien ASPAU qui a développé un concept basé sur la voûte nubienne et la construction en briques de terre creuse. En effet, ce modèle de salle de classe développé dans le cadre de la Coopération nigéro-luxembourgeoise comporte de nombreux avantages :

- il ne nécessite pas de bois, ni pour la charpente, ni pour les faux plafonds ;
- il ne nécessite pas de tôles pour la couverture ;
- il procure un environnement thermique plus confortable ;
- il procure un environnement sanitaire amélioré par l'absence de chauves-souris ;
- il diminue la charge d'entretien.

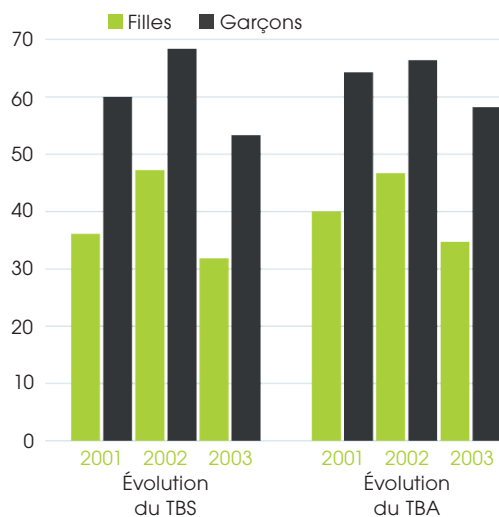
2001

→ 2002 École & Santé

Élèves de Sormo sous les rôniers



Indicateurs



École & Santé

À partir de 2002 et jusqu'en 2006, l'intervention « Écoles et Santé » est entrée dans une nouvelle phase qui a concerné l'ensemble des écoles du département et de la commune de Dosso. Il s'agissait de poursuivre la construction ou la rénovation de salles de classe, de les équiper en mobilier et de leur adjoindre des points d'eau, notamment pour remplacer les paillotes des 71 nouvelles écoles créées depuis 1997 par des salles en dur.

Les indicateurs de scolarisation, en particulier du Taux brut de Scolarisation (TBS), montrent une progression constante et spectaculaire entre 2000 (42%) et 2013 (85%). De même, le taux d'achèvement est passé de 32% (2003) à 75% (2013). Ces chiffres impressionnants démontrent une contribution efficace de nos interventions aux objectifs du Niger en matière quantitative et qualitative.

La structure d'exécution du projet était basée sur une Unité de Gestion de Projet (UGP) qui, quoique parallèle, avait trouvé une efficacité certaine. En effet, durant ces années, nous ne parlions pas encore de manière aussi appuyée des principes qui allaient devenir ceux de Paris (2005), en particulier de l'alignement et de l'appropriation, mais les parties prenantes des projets « Écoles et Santé » intervenaient dans la mise en œuvre à tous les niveaux essentiels : le pilotage, la programmation, la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre, l'exécution et le suivi. Le degré et le niveau d'intervention de chaque partie prenante variaient selon les grands groupes d'activités menées par le projet :

- la construction des points d'eau (puits, forages, systèmes d'exhaure) ;
- la plantation d'arbres (environnement) ;
- la qualité sur les aspects relatifs à la santé, à l'hygiène et à l'animation des parents.

De plus, les statistiques démontrent une amélioration constante et substantielle du taux de scolarisation des filles qui peut être attribuée notamment au travail de sensibilisation des parents et de formation grâce à l'appui de l'équipe pédagogique, des directeurs d'école, des comités de gestion et des associations de parents.

- les infrastructures scolaires (constructions de classes et de latrines, équipements des classes) ;

2002



2003 Pistes rurales

Pistes rurales

Les quelques 140 km de routes rurales réalisées dans le cadre du Projet de Développement rural intégré (NIG/010 - PDRI) entre 2002 et 2005 ont permis le désenclavement effectif de plus de 70 villages du département de Dosso. Elles les ont aussi connectés à la ville de Dosso ainsi qu'au réseau routier national. Des ouvrages de maîtrise des eaux de ruissellement et des actions de revégétalisation des terres dégradées ont également été réalisés pour protéger les pistes de l'érosion et de l'ensablement.

Ainsi, les marchés les plus importants sont devenus accessibles, autorisant une circulation plus facile des personnes et des marchandises. Surtout l'accès aux centres de santé de plusieurs gros villages et des centres sanitaires de Dosso est devenu plus facile. Entre 2005 et 2009, dans le cadre du projet NIG/015 - « Dosso Ma Za'ada », de nouvelles routes ont été construites, portant le total à 272 km de pistes rurales réalisées.

Les pistes ont eu des effets démultiplicateurs, créant une dynamique d'amélioration des conditions de vie des hommes et des femmes vivant dans la centaine de villages desservis directement ou indirectement. Programmer un

départ (le jour et le moment) est devenu une action normale et courante, alors qu'avant les pistes le transport était aléatoire, et il fallait passer plusieurs heures d'attente pour un véhicule qui n'arrivait pas toujours. Les frais de transport se sont sensiblement réduits et on observe souvent une ouverture de ces zones aux taxis (motos et autres) en provenance de Dosso.

Certaines communes rurales d'autres départements de la région de Dosso sont toujours enclavées en 2015 comme celle de Falwel (57 000 habitants) dans le département de Loga au Nord de Dosso. Par le biais du Fonds d'Appui régional, mis en place avec la Coopération luxembourgeoise et géré par le Conseil régional de Dosso ainsi qu'un apport propre de 15 % de la commune, un tronçon de 27 km de piste sera aménagé afin de désenclaver la zone entière. L'entretien sera assuré par un dispositif interne mis en place par la commune et par l'intégration de la piste dans le réseau routier national.

Construction de routes rurales



Boubakar MOUNKAILA

Assistant technique Infrastructure



Jardins maraîchers

Partenariats

Des conventions de partenariat avec plusieurs organisations internationales ont été établies :

- la FAO et son projet national « Intrants », afin d'inscrire les boutiques d'intrants dans la dynamique d'institutionnalisation au niveau national ;
- l'Institut international de Recherche sur les Cultures en Zones semi-arides et tropicales et son projet de promotion du jardin potager africain qui vulgarisait un système d'irrigation « goutte-à-goutte » utilisé dans les périmètres maraîchers et formait les pépiniéristes fruitiers.

Boutiques d'Intrants

Pour mettre en place une boutique d'intrants, les étapes suivantes sont respectées :

- une mission d'identification est réalisée par la commune et les services techniques ;
- une mission d'information et de sensibilisation explique aux bénéficiaires les principes et le fonctionnement des boutiques d'intrants, ainsi que les conditions liées à leur construction ;
- les populations construisent le bâtiment en semi-dur ;
- le projet prend en charge la réalisation de la toiture, du portail et des équipements ;
- les comités de gestion sont mis en place et formés, et les populations constituent leur propre fonds de roulement afin d'effectuer leur ravitaillement au niveau de la centrale de Dosso.

Warrantage

Définition : le warrantage (ou *Warehouse receipt systems* en anglais) est un crédit de quelques mois dont la garantie est un stock de produit liquidable par la banque en cas de défaillance (le warrant).

Le warrantage offre aux producteurs la possibilité de nantir leur production en fin de récolte afin de bénéficier d'un crédit solidaire auprès d'une Institution de Microfinance (IMF) partenaire du projet. La sécurisation du stock est assurée par le groupement bénéficiaire, sous la surveillance de l'IMF. Les crédits octroyés financent des Activités génératrices de Revenu (AGR) à court-terme (limités à six mois). Lorsque la période de soudure approche, et que les prix des produits agricoles sont en hausse, le dispositif prévoit de débloquer les stocks, afin de les revendre, à condition que les crédits aient été remboursés à 100 %. Le stock constitue donc une garantie. Le warrantage apporte par conséquent un double bénéfice au paysan : la plus value effectuée sur le stock et le bénéfice de l'AGR.

Jardins maraîchers

Dans le cadre du renforcement de la sécurité alimentaire et de la production agricole, 35 boutiques d'intrants et 24 sites de maraîchage ainsi que 120 points d'eau modernes ont été mis en place entre 2003 et 2005 dans la région de Dosso. C'est en 2003 que le Projet de Développement rural intégré a commencé à appuyer résolument les groupements de producteurs afin de les former pour faciliter l'émergence des premières Organisations paysannes.

Adduction d'Eau potable solaire



Le Développement territorial intégré (Archives)



Visite de Terrain en 2015



2005



2006 Éducation de Base



Indicateurs

Développement d'infrastructures dans la région de Dosso de 1995 à 2014

- 407** salles de classes construites et équipées
- 1 316** latrines scolaires
- 233** magasins
- 5** blocs administratifs de mini collèges
- 257** établissements scolaires raccordés à des points d'eau modernes

Entre 2004 et 2009

- 75 à 33** ratio élèves / latrines
- 6 à 2** ratio élèves / table banc
- 52 à 39** ratio élèves / enseignant

Crise alimentaire

La « famine » de 2005 au Niger avait reçue une très (trop) large couverture médiatique en Europe. La crise alimentaire a été provoquée par des récoltes insuffisantes et par une invasion acridienne (criquets) dans une partie du pays. Mais le déficit de production de céréales n'a sans doute pas dépassé 8%, ce qui ne place pas 2005 parmi les années catastrophiques (comme 1973 ou 1984 au Niger) et évoque plutôt 2001-2002, qui avait été une année médiocre à laquelle le Dispositif national de Prévention et de Traitement des Crises alimentaires, aidé par les partenaires internationaux, avait pu faire face sans trop de problèmes. La grande spécificité de 2005 a été la flambée largement imprévisible des prix, due au marché régional des céréales qui a fonctionné à l'inverse des années difficiles précédentes : le Nigeria en particulier, qui vend d'ordinaire sa production excédentaire au Niger en cas de mauvaises récoltes, s'est fourni cette année-là de façon massive sur le marché nigérien. Le marché régional n'est plus régulé dans aucun État : les échecs de l'Office des Produits vivriers du Niger et la puissance politique des commerçants, au Niger, les politiques d'ajustement structurel, dans la région en général, sont passés par là. En 2005, ce marché n'a pas fait l'objet d'interventions coordonnées des États voisins (bien au contraire) ou de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. Laissé à lui-même, il a donc fonctionné au détriment des populations nigériennes, en rendant quasi inabordable le prix du sac de mil, de sorgho ou de riz.



Premier Vice-président du Conseil régional de Dosso



PREMIER VICE PRÉSIDENT
CONSEIL REGIONAL DE DOSSO

La Scolarisation des Filles



DIAWARA MARIAMA
POINT FOCAL CHARGE DE LA SCOLARISATION DES FILLES A LA DIRECTION REGIONALE DE L'EDUCATION NATIONALE, DOSSO

La Direction régionale de l'Éducation de Base



OUSSEINI SOUMANA
DIRECTEUR DE LA DIRECTION REGIONALE DE L'EDUCATION DE BASE

2006

→ 2007



Comité de Gestion des Établissements scolaires de l'École de Mangué Kaora



Évolution des techniques de construction des écoles

En prémices à une concentration dans la région de Dosso, la Coopération au Développement du Grand-Duché de Luxembourg a eu à développer des architectures novatrices importées (village artisanal de Wadata) pour progressivement faire appel aux savoirs faire et compétences nigériennes. Par la suite, dans le domaine, une réflexion architecturale plus poussée a été menée depuis une quinzaine d'années en particulier dans le domaine des infrastructures scolaires.

Plusieurs techniques de construction de bâtiments ont été mises en œuvre suivant les besoins des partenaires concernés. Ces derniers, avec l'appui de l'Agence ont construit des ateliers pour les métiers artisanaux, des écoles primaires et secondaires, des centres de formations professionnelles et techniques, des infrastructures administratives, des marchés et des magasins.

Dans un contexte d'initiatives basées sur le principe des constructions « sans bois », un effort a été fait sur la qualité des matériaux dans un souci de confort thermique et de réduction des nuisances liés aux faux plafonds en bois, avec l'usage de voûtes. Pour faire face aux contraintes liées à l'accès aux briques cuites, plusieurs expérimentations ont visé à améliorer les constructions « bioclimatiques » avec voûtes en valorisant l'usage de Briques en Terre comprimées stabilisées (BTCS). La complexité du concept architectural avec voûte ne permet malheureusement pas une réplique à grande échelle, en particulier dans un contexte de mise en œuvre progressive par les partenaires.

Par la suite, les architectes engagés par l'Agence se sont focalisés sur un concept également « bioclimatique » basé sur la protection des bâtiments contre le rayonnement solaire et

sur la ventilation naturelle. Au titre du cahier des charges, la conception vise l'obtention, d'un éclairage naturel optimum et uniforme, un confort thermique optimum, le choix de différents matériaux de second œuvre à mettre en œuvre moyennant l'utilisation de cheminées solaires pour la ventilation naturelle, l'utilisation de BTCS hydrauliques, l'énergie solaire et autres au choix du Titulaire indiquant les avantages et les inconvénients en pensant à la maintenance future, aux coûts d'achat, de fabrication et ceux d'exploitation ainsi qu'au respect environnemental.

Ceci s'est concrétisé par l'utilisation par exemple, de pare-soleils verticaux et horizontaux, de galeries à l'avant des bâtiments, un système de double toitures, l'utilisation comme en première phase des BTCS, l'utilisation de cheminées solaires (Écoles professionnelles et techniques) et l'électrification solaire.



Archives LuxDev Niger

Salubrité à Moko



Soutien aux Initiatives communales d'Eau et d'Assainissement scolaires

Courant 2006, LuxDev et les différents partenaires du Programme régional d'Appui au Développement de l'Éducation de Base (PRADEB) souhaitaient démultiplier l'impact de leurs projets en donnant un nouvel élan au nexus éducation-santé-environnement. Ces partenaires, en particulier les communes, ont dès lors décidé de préparer une proposition dans le cadre de la « Facilité ACP-UE pour l'eau, actions dans les pays ACP ». À l'issue d'une évaluation de plusieurs centaines de propositions, le dossier a abouti favorablement, fin décembre 2007, par la signature du contrat avec la Délégation de la Commission européenne au Niger.

LuxDev qui s'était fortement impliquée dans l'appui à la préparation de ce dossier voyait ses efforts récompensés et testait ainsi d'autres pistes de financement du développement.

Le projet intitulé « Soutien aux Initiatives communales d'Eau et d'Assainissement scolaires dans le Département de Boboye » (SICEAS) s'est inscrit dans la logique d'intervention du PRADEB, plus particulièrement dans le domaine de l'hygiène, de l'eau et de l'assainissement des écoles de base.

Fortement ancré dans la décentralisation et l'appui au tissu associatif, ce projet a été conduit entre 2008 et 2011 avec comme acteurs principaux, d'une part les mairies des 10 communes concernées, et d'autre part les associations de parents d'élèves et les

associations des mères éducatrices. Il a été mené en partenariat technique rapproché avec les services techniques régionaux et départementaux de l'hydraulique et la Coopération technique belge (CTB) à Dosso, pour une harmonisation optimale des stratégies et des moyens.

Conformément à son objectif annoncé, le projet SICEAS a considérablement amélioré les conditions d'alimentation en eau potable et d'accès à l'assainissement pour les 101 écoles ciblées et même au-delà, auprès des populations environnantes.

Au total, 98 % des écoles se sont vu dotées d'un Point d'Eau moderne (PEM) et 132 autres PEM ont été réalisés pour les besoins des populations avoisinantes. Concernant l'assainissement, on note la réalisation de 495 latrines familiales, 140 latrines scolaires et huit latrines communautaires.

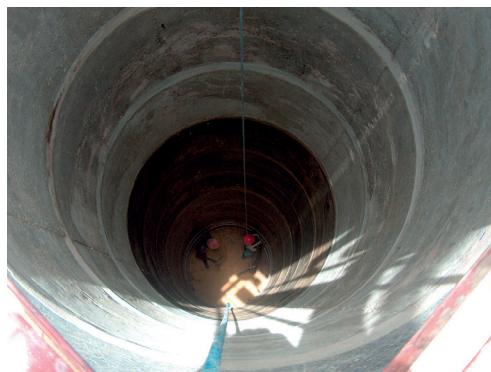
Pour garantir la durabilité des ouvrages, conformément à la politique nationale en matière de gestion des infrastructures hydrauliques, des contrats de gestion déléguée ont été signés entre les communes et des opérateurs privés pour l'exploitation des structures complexes de type Adduction d'Eau potable. Parallèlement, les comités locaux de gestion des points d'eau du type Pompe à Motricité humaine, non concernés par la délégation de gestion, ont été mis en place.



L'insurrection Touareg qui a débuté en février 2007 est considérée comme le début d'une série d'insurrections qui ont duré jusqu'en 2009. Les Touaregs (aussi : Kel Tamasheq) sont confrontés à des formes d'assimilation culturelle et linguistique et à une marginalisation économique et politique qui les ont conduits à la lutte armée dans les années 1990. Beaucoup ont abandonné le nomadisme pour se fixer dans les grandes villes en bordure du Sahara, comme Tamanrasset en Algérie ou Agadez au Niger, ou les capitales des États sahéliers (Bamako, Niamey).

2008

→ 2009



Chikafane - Région de Dosso, Niger
2015



L'eau potable : une nécessité absolue !

L'approvisionnement en eau potable constitue un volet important de l'intervention de la Coopération nigéro luxembourgeoise dans le département de Dosso. Le village de Chikafane faisait partie des nombreux villages du département où l'eau de qualité n'était pas disponible toute l'année. Ce village de 350 habitants, situé dans la commune de Mokko à l'extrême nord du département, a bénéficié de son premier point d'eau moderne en 2007 grâce à l'intervention du projet NIG/015 - « Dosso Ma Za'ada » : un puits cimenté à grand diamètre ayant donné un nouveau souffle à la vie de la communauté villageoise toute entière.

LA COOPÉRATION, ÇA MARCHE !

15 EXEMPLES, 15 TÉMOIGNAGES

BURKINA FASO KOROTIMI LAMIE BURKINA FASO MARIAME DRABO BURKINA FASO BRIGITTE LOYARA CAP VERT SANDRA ISABELLE CAP VERT JOÃO JOSÉ « ZÉ » MALI SISSOKO SAFIATOU SY NAMIBIE MARIA IMANUEL NIGER ATTANI GOMEY & AMADOU HAMANI NIGER BOUREIMA YAOU & BALKISSA GARBA NIGER MAHAMADOU SAIDOU SÉNÉGAL CHEIKH THIAM NICARAGUA MAYBEL GONZALES EL SALVADOR PEDRO PORTILLO LAOS PHOMMASONE VIETNAM HANH & TOAN



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Coopération luxembourgeoise

Extrait de la brochure du Ministère des Affaires étrangères de 2007 : « La coopération, ça marche ! »

« Le problème d'eau a toujours été un véritable calvaire dans ce village qui ne disposait que d'un seul puits traditionnel de plus de 60 mètres de profondeur » a confié le chef du village Attani Gomey, qui ajoute que « avant la réalisation de ce nouveau puits cimenté, nous ne pouvions satisfaire qu'une infime partie de nos besoins en eau. Déjà au mois de février, nous devions nous rendre dans les villages voisins ou même à Batako, à plus de six km, pour l'approvisionnement en eau de nos familles. Les hommes comme les femmes, tout le monde était mobilisé pour les corvées d'eau ». Ces corvées d'eau occupaient donc une grande partie du temps de la population, l'empêchant ainsi de vaquer à d'autres activités socio-économiques telles que les activités génératrices de revenus et les activités socioculturelles. Le même problème d'eau a été le principal frein au développement de l'élevage alors que le village se situe dans une zone à vocation pastorale. D'après Monsieur Amadou Hamani, paysan de Chikafane, âgé

de 37 ans « l'acuité de la pénurie d'eau a conduit certaines familles à envisager leur migration vers le sud malgré leur attachement à ce terroir ». « Avec notre seul puits traditionnel, déjà vieux de près de 50 ans et véritable niche pour chauve souris et autres oiseaux, nous consommions de l'eau boueuse et insalubre avec de graves conséquences sur la santé de la communauté » a ajouté Monsieur Amadou Hamani.

C'est donc un véritable souffle de vie qui a été donné au village de Chikafane par la construction d'un puits cimenté qui fournit à la population de façon durable, de l'eau toute l'année, en quantité suffisante et de qualité acceptable.

En 2015 Attani Gomey et Amadou Hamani se portent toujours très bien. L'ancien chef de village nous confirme que depuis la construction du puits, plus aucun habitant de Chikafane n'a eu à souffrir de soif : « le puits nous a enlevé la soif ! ».

2009 → 2010

Témoignage

Atelier Mounkaila de Birni

Je m'appelle Mounkaila, responsable de l'atelier Niyya et en même temps président de la Coopérative de Birni.

Nous sommes en partenariat avec les projets de la Coopération luxembourgeoise depuis 2006.

Tout a commencé par un appui à l'organisation des 10 groupements en une coopérative, puis nous avons été renforcés en travail de bois et métal pour la fabrication de tables bancs.

Nous sommes maintenant des professionnels dans ce secteur.

Nos équipements sont plus importants avec de nouveaux gabarits adaptés à la fabrication

de tables bancs.

Nous décrochons des contrats de plus en plus importants aussi bien de l'État que des autres projets. Des contrats de fabrication de 300 à 600 tables bancs.

En cas de marché important, nous «partageons» le travail entre tous les membres de la Coopérative.

Nous sommes également un centre de formation, car plusieurs apprentis sont devenus patrons. Ils travaillent à leur propre compte.

Les apprentis analphabètes ont suivi des cours d'alphabétisation pour être plus performants.

Tables bancs en paillote



La fabrication du mobilier scolaire par les artisans locaux, facteur de développement de l'économie locale

Pour acquérir du mobilier scolaire, le plus facile est de regrouper les besoins et de lancer un appel d'offres national ou international. Mais le résultat attendu est connu : vous passerez commande à un grossiste ou à un importateur et l'effet sur l'économie locale sera négligeable. Dès 2005, grâce à la créativité du service Infrastructures de la Direction régionale pour l'Éducation de Base de Dosso, une stratégie a été développée pour faire produire les pupitres et les armoires selon les règles de l'art, à des coûts unitaires conformes à l'état du marché, par la coopérative des artisans soudeurs de Dosso regroupant les petites entreprises locales.

Depuis 2006, avec l'extension de l'intervention de la Coopération luxembourgeoise au département de Boboye, 13 nouveaux ateliers de construction métalliques et bois ont été identi-

fiés dans les communes de Birni et de Kiota. Les 13 ateliers se sont réorganisés en six groupements et ces groupements en coopérative des artisans du Boboye. Cette réorganisation des menuisiers, qui a bénéficié de notre appui, procède de la nécessité de restructuration du secteur qui compte des entreprises souvent jeunes, sans expériences et dépourvues de moyens.

Parmi les ateliers de Boboye on compte celui de Mounkaila Oumarou du groupement de même dénomination, ayant une composante métallique (Nyya Da Kokari) et une composante bois (Albarka). L'atelier de Mounkaila Oumarou est désormais une référence dans le département de Boboye et même au-delà affirme l'intéressé. «Avec le projet luxembourgeois, mon atelier a acquis une renommée régionale en terme de fabrication de mobilier scolaire».

2012 → 2013



Sur financement suisse, innovation dans la formation initiale des instituteurs

Le Programme d'Appui à la Qualité de l'Éducation dans la région de Dosso (PAQUE - 2012-2014) est financé par la Coopération suisse qui a choisi LuxDev comme agence de mise en œuvre en raison de son ancrage dans la région de Dosso et des ses compétences reconnues dans le secteur de l'éducation de base. L'intervention adopte une approche systémique pour améliorer le dispositif de formation initiale des enseignants.

Cette approche a permis aux équipes de l'École normale d'Instituteurs de Dosso (ENI) de concevoir et de rédiger huit modules de formation couvrant l'ensemble des disciplines inscrites au programme. À cela s'ajoutent les stages pratiques sur le terrain organisés, exécutés et évalués par les encadreurs de l'ENI et des inspections.

Pour améliorer les conditions d'exécution des stages, 329 malles pédagogiques contenant 26 000 manuels élèves et guides pour le maître ainsi que 1 200 dictionnaires sont mis en place dans les

écoles d'accueil pour outiller chaque année les 1 500 stagiaires et 600 maîtres d'application. Ces derniers reçoivent régulièrement des formations (formations des grandes vacances) pour améliorer leurs compétences de tuteurs et de formateurs au métier d'enseignant.

L'intervention a fait de l'ENI de Dosso un centre de référence, ce qui a incité les ENI de Tillabéry, de Diffa et d'Agadez à organiser en 2013, des missions d'études pour s'inspirer de l'expérience de Dosso.

Les appuis multiples à cette institution (salle informatique, salles de micro-enseignement, renforcement du fonds documentaire, formations des encadreurs) ont également entraîné l'inscription massive d'élèves maîtres des autres régions du Niger attirés par le label qualité maintenant reconnu à l'ENI de Dosso.

Enfin, il est envisagé l'ouverture de la première filière de formation des enseignants du préscolaire en octobre 2014.

La Coopération suisse fait confiance à la Coopération luxembourgeoise



l'École normale d'Instituteurs de Dosso





Fonds régional pour l'Alphabétisation et l'Éducation non formelle : FRAENF

Dans le domaine de l'Alphabétisation et de l'Éducation non formelle (AENF), LuxDev a depuis longtemps privilégié l'approche du « faire-faire ». Plutôt que de monter et de gérer des équipes de formateurs, il s'agit de faire exécuter les campagnes d'alphabétisation par des opérateurs issus du secteur privé et de la société civile, en particulier les ONGs spécialisées, sous la supervision et le contrôle qualité du ministère de tutelle.

À partir de 2011 la stratégie a visé à améliorer l'adéquation entre l'offre et la demande de formation ainsi qu'à cibler le renforcement des compétences des bénéficiaires de l'alphabétisation sur les publics dont les activités économiques pourraient être stimulées grâce à l'alphabétisation fonctionnelle. Les publics visés pour les campagnes sont désormais les suivants :

- les organisations professionnelles (groupements d'intérêt économique ou de microfinance, unions / fédérations / réseaux / associations / organisations d'artisans, d'éleveurs, d'agriculteur) avec une attention particulière pour les associations et groupements des femmes ;
- les Comités de Gestion des Établissements scolaires et

des Associations de Mères éducatives/Associations de Parents d'Élèves ;

- les commissions foncières locales et des groupements en charge de la sécurité alimentaire ;
- les groupements de jeunes déscolarisés ou non scolarisés (9-14 ans) ;
- toute autre organisation communautaire de base fonctionnelle et active qui contribue au développement local et à la réduction de la pauvreté.

Par ailleurs, les autorités souhaitaient mettre en place un dispositif pérenne pour renforcer les capacités des acteurs publics et des opérateurs privés de l'AENF en vue d'implanter une démarche centrée sur les besoins de ces apprenants, en lien avec le développement des activités économiques. Pour renforcer cette approche, LuxDev soutient la création d'un FRAENF. Cet instrument unique en son genre au Niger, cherche à :

- mobiliser des ressources importantes pour le développement de l'AENF ;
- responsabiliser pleinement les acteurs régionaux et locaux de l'éducation, dont les Collectivités territoriales, dans la

gestion des ressources destinées au développement du sous-secteur ;

- financer à temps, les campagnes d'alphabétisation, les projets innovants en matière de développement de l'environnement lettré ;
- harmoniser les interventions et développer des synergies d'actions ;
- amener progressivement les différents contributeurs à s'aligner aux procédures nationales de financement et de gestion des ressources allouées à l'AENF.

La région de Dosso dispose désormais d'un instrument financier qui peut servir de « pot commun » à tous les partenaires financiers de l'alphabétisation. Fin 2014, LuxDev a signé avec la Direction régionale de l'Éducation et le Conseil régional de Dosso un Accord de Partenariat opérationnel qui a permis d'abonder le FRAENF et de le rendre opérationnel. En définitive, l'initiative a le potentiel de répondre à la problématique de l'insuffisance des ressources financières et pourrait aussi servir de test dans la perspective de la mise en place du fonds national prévu dans le document de la politique nationale de l'AENF.

Bâtiment du Conseil régional



Fonds d'Appui régional (FAR)

Depuis que nous intervenons à Dosso, nous avons toujours veillé à nous aligner sur les politiques nationales et sur les progrès de la décentralisation. Dans le cadre de l'Initiative « Les Nigériens nourrissent les Nigériens - I3N (2012-2015) » qui est la politique de référence du Gouvernement nigérien pour accélérer l'atteinte des OMD 1 et 7, un volet de notre intervention est centré sur le développement des filières agricoles économiquement porteuses de la région de Dosso. Nous avons aussi sans relâche cherché les meilleurs canaux pour soutenir l'investissement des collectivités et des privés dans les filières agricoles.

C'est dans cette optique que le FAR a été conçu. Le FAR est pensé comme un instrument de l'application de la politique gouvernementale dans le secteur agricole. Il a été mis en place suite au constat de la dispersion des efforts et des ressources dans la région de Dosso et de la nécessité d'un alignement des pratiques. Il est ainsi ouvert à la contribution d'autres Partenaires techniques et financiers. Ses acteurs sont :

- tutelle technique : Ministère de l'Agriculture
- maîtrise d'ouvrage : Conseil régional ;
- opérateur financier : Banque agricole du Niger (BAGRI) ;

- maîtrise d'ouvrage déléguée et / maîtrise d'œuvre : services techniques déconcentrés de l'État ;
- chambre régionale d'Agriculture participe au Comité et contribue avec des animateurs sur le terrain à l'information sur le dispositif et au suivi des projets ;
- communes : bénéficiaires du FAR et interfaces avec les promoteurs pour la transmission des dossiers de demande de financement ;
- organisations de Producteurs / Producteurs individuels : bénéficiaires du FAR.

Le principe est l'appel à proposition de projet. Le fonds a lancé un premier appel à propositions avec deux composantes (petite irrigation et développement des filières agricoles) et deux types de demandeurs : les producteurs (Organisations paysannes ou individuelles) et les communes de la région de Dosso.

Le taux de cofinancement s'élève à 85% des projets, le reliquat pouvant être mobilisé soit par un apport personnel des bénéficiaires, soit par un crédit contracté auprès de la BAGRI.

Le 1^{er} appel à propositions a permis de financer 82 projets (pour 613 demandes) et a suscité un engouement important au niveau régional.

Indicateurs

Moyenne d'utilisateurs
d'internet par 100 habitants

Afrique 2014	20 %
Niger 2013	1,7 %
Europe 2014	74,8 %

Gestion des Finances publiques

Petit budget, grand dessein, ce projet à l'appui de la Gestion des Finances publiques reflète bien les intentions de la coopération entre le Niger et le Grand-Duché de Luxembourg, de s'inscrire dans un meilleur alignement sur les systèmes nationaux.

La mise en œuvre des directives de l'UEMOA pour la réforme des finances publiques représente un enjeu important de l'action du Gouvernement du Niger jusqu'en 2017, et cette intervention de la Coopération luxembourgeoise apporte sa contribution à l'amélioration de la gouvernance financière du pays dans sa dimension déconcentrée voire décentralisée.

Totalement alignées sur les axes du Projet de Coordination des Réformes budgétaires et financières, les résultats du présent projet visent l'amélioration de la performance des services de la chaîne de la dépense régionale dans la région de Dosso.

La construction d'une nouvelle trésorerie régionale permettra outre le relèvement indispensable des conditions de travail des agents, la relocalisation et la concentration sur un seul site de l'ensemble des services de la chaîne de la dépense (trésorerie, centre de sous-ordonnancement, contrôle financier).

Le volet formation des acteurs de la chaîne de la dépense, a quant à lui une ambition dépassant le cadre régional à Dosso et s'inscrit comme une démarche

La chaîne de dépenses devient une chaîne de confiance



profitable à l'ensemble des structures déconcentrées de la chaîne de la dépense au Niger.

En effet, le processus en cours dotera la chaîne de la dépense d'un cadre clarifié pour ses acteurs, par l'établissement d'une fiche de description de poste, d'un référentiel métier, et d'un guide de mise en œuvre pour chacune de ses fonctions. Ces outils sont réalisés en concertation avec les principales directions du Ministère des Finances dont celle des ressources humaines.

Ces outils constitueront également la base pour l'évaluation du besoin en renforcement des capacités des personnels, les formations dispensées et la validation des acquis.

D'une Agence d'exécution à une Agence de développement

À l'issue la projection en accéléré de notre film « 15 ans de coopération à Dosso », le spectateur aura compris que le rôle de l'acteur LuxDev a significativement changé dans un scénario en constante évolution. Notre finalité, la lutte contre la pauvreté, est immuable et inscrite dans nos gènes, mais il est désormais loin le temps où nos « chefs » de projets et assistants techniques conduisaient le show en se substituant parfois aux administrations locales.

Après le temps de la gestion en régie, nous sommes passés par une phase durant laquelle le maître-mot était le « faire-faire ». Mais progressivement, surtout à partir de 2006, nous avons compris que notre rôle devait être plus systémique. C'est dans cet esprit qu'en 2009 fût développé et formalisé l'instrument « Accord de Partenariat opérationnel » (APO) qui permet le transfert de la responsabilité pour la mise en œuvre d'un ou de plusieurs volets des interventions aux partenaires des pays d'intervention en poursuivant plusieurs objectifs : le renforcement des capacités, la responsabilité mutuelle, l'amélioration de l'appropriation et l'alignement de l'aide sur les procédures et les systèmes nigériens.

À partir de 2011, dans le cadre de nos efforts pour améliorer la modalité APO, plusieurs signaux en provenance de notre gouvernement ont enrichi le cadre et les perspectives de la réflexion, en particulier en induisant le principe d'exécution nationale comme modalité de référence. Dès lors, partant du principe que les APO, en déléguant l'exécution à la partie nationale, représentaient l'antichambre de l'exécution nationale, il est apparu nécessaire de compléter le dispositif permettant le choix des instruments les plus adaptées, non seulement au contexte et aux conditions de mise en œuvre, mais également aux orientations (approches/modalités) que notre gouvernement nous proposerait pour la mise en œuvre des programmes bilatéraux. C'est ainsi que LuxDev s'est dotée d'une méthodologie de diagnostic des capacités et de gestion des risques permettant l'adoption de divers instruments adaptés à la diversité des partenaires et des situations.

Ces instruments divers et flexibles nous ont permis de conclure des nombreux accords avec des collectivités, des services déconcentrés, des fonds et organismes publics, des Institutions de Microfinance, des organi-

sations de producteurs et des ONG. La Coopération luxembourgeoise ne pratique pas encore au Niger l'aide budgétaire sectorielle (comme au Cap-Vert) ou l'aide budgétisée (comme au Sénégal), mais nous œuvrons systématiquement à ancrer nos actions au niveau le plus approprié en essayant de renforcer les dispositifs locaux.










Mais, en tant qu'agents de développement, et non plus gestionnaires de projets, nous devons reconnaître que les approches, les modalités et les instruments ne constituent pas une fin en soi, mais un moyen pour renforcer les organisations et les institutions et pour améliorer l'efficacité de la coopération au service du développement durable et de l'éradication de la pauvreté. La délégation de la gestion, le renforcement des capacités, l'amélioration de la gouvernance ou de la gestion des finances publiques, tels que présentée ci-avant, sont des conditions nécessaires, mais pas suffisantes pour l'atteinte de ces objectifs.

Les Projets










Information GÉNÉRALE

Secteurs et Sous-secteurs

-  Éducation - Formation et Insertion professionnelles
 -  Microfinance et Secteurs financiers inclusifs
 -  Santé
 -  Divers
 -  Développement local
-
-  Agriculture et Sécurité alimentaire
 -  Décentralisation et Gouvernance locale
 -  Eau et Assainissement
 -  Gestion des Ressources naturelles

Sous-secteurs

Légendes des pictos

			
Indice de Développement humain	Capitale	Population	Superficie
			
Taux d'Alphabétisation	Espérance de Vie à la Naissance	Taux d'Accroissement de la Population	

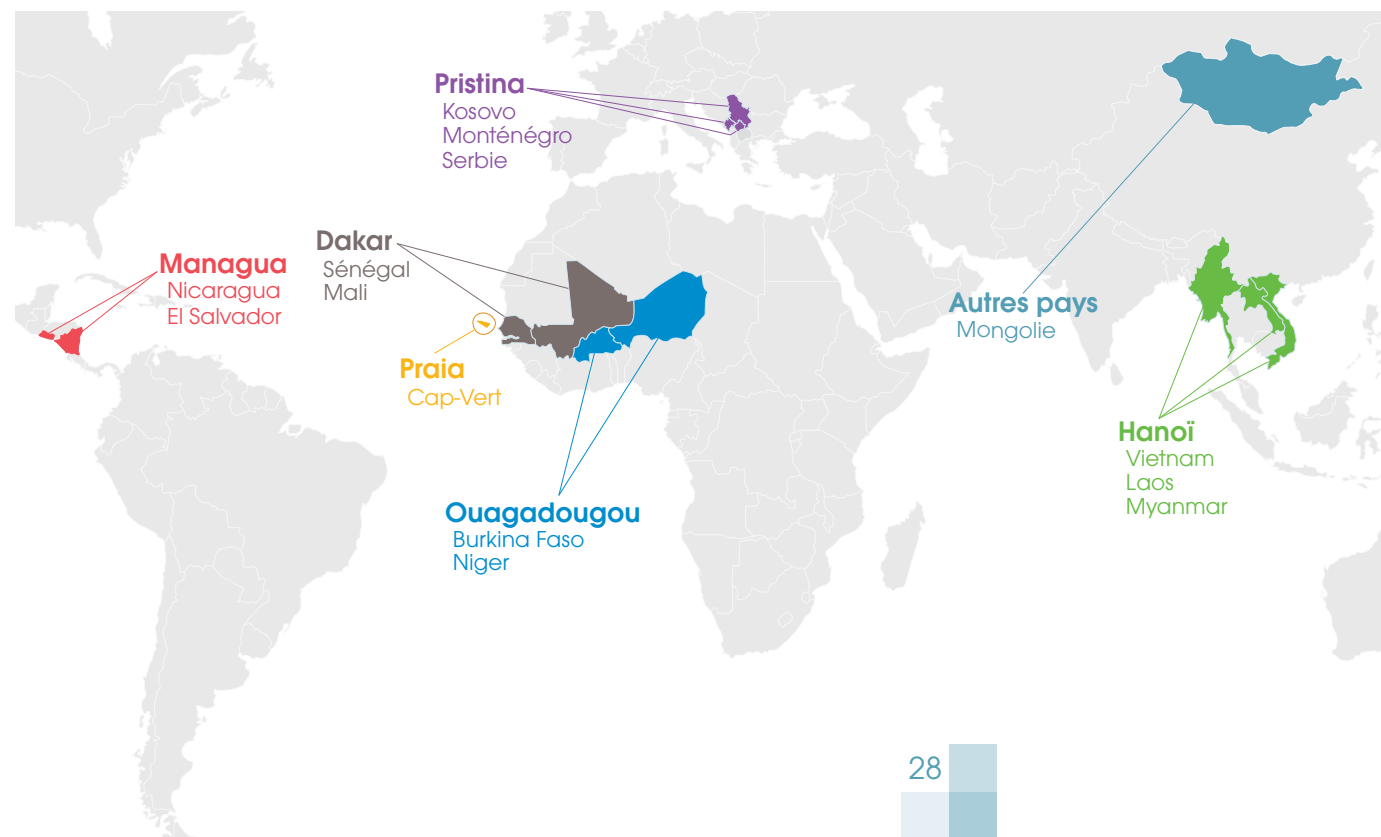
Information GÉNÉRALE

Acronymes

ASA	Accord de Stabilisation et d'Association
FMI	Fonds Monétaire international
FSLN	Front sandiniste de Libération nationale (<i>Frente Sandinista de Liberación Nacional</i>)
IDH	Indice de Développement humain
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement économiques
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONU	Organisation des Nations unies
PIB	Produit intérieur brut
PIC	Programme indicatif de Coopération
PNUD	Programme des Nations unies pour le Développement
UE	Union européenne

Information GÉNÉRALE

Bureaux régionaux et Autres pays



Classement du
Développement
humain (2014) - PNUD

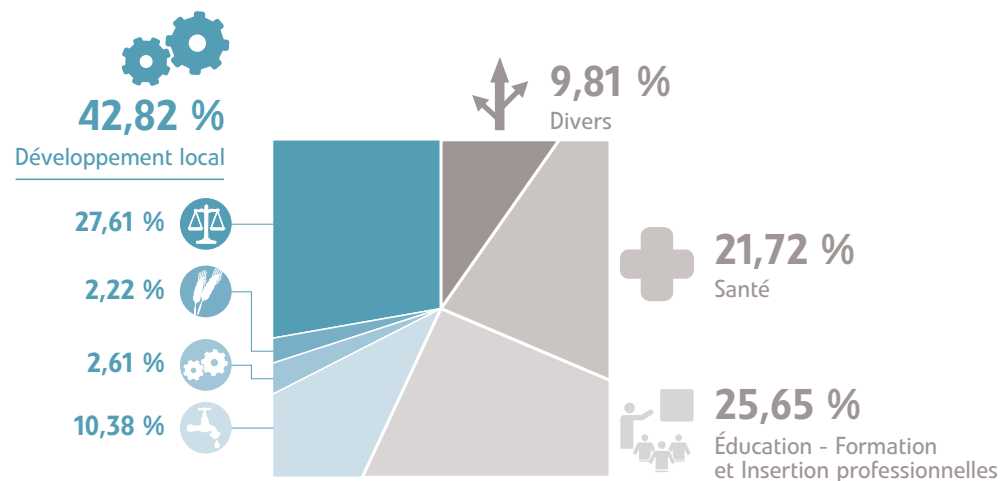
21	Luxembourg
51	Monténégro
77	Serbie
87	Kosovo
103	Mongolie
115	El Salvador
121	Vietnam
123	Cap-Vert
132	Nicaragua
139	Laos
150	Myanmar
163	Sénégal
176	Mali
181	Burkina Faso
187	Niger



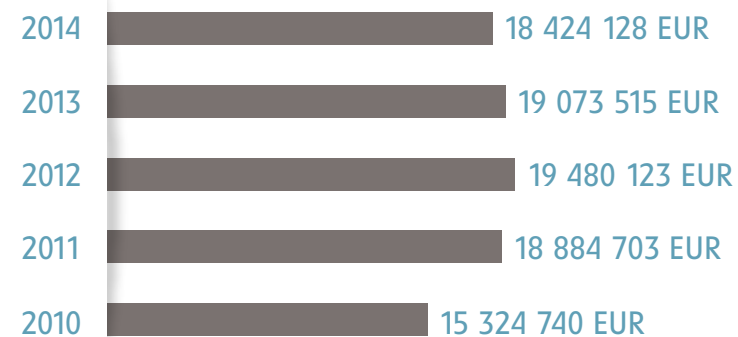
Afrique



Distribution des déboursements 2014 par secteur



Évolution des activités (en millions EUR)



Sénégal

Statistiques



163/187



Dakar



13,6 millions



196 722



50 %



61 ans



2,48 %

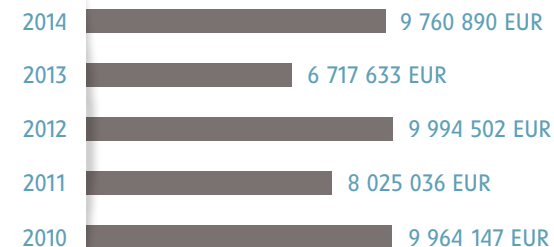
Pays sahélien situé dans la partie la plus occidentale de l'Afrique, le Sénégal a une superficie de 196 722 km². Sa population est estimée à environ 13,6 millions d'habitants dont environ 50 % habitent dans des zones urbaines. Les femmes représentent 50,1 % de la population totale.

La République du Sénégal est laïque, démocratique et sociale. Le Sénégal est l'un des pays d'Afrique considéré comme l'un des plus stables. Il n'a cessé de renforcer ses institutions démocratiques depuis son indépendance en 1960. Quatre présidents se sont succédés à sa tête. Le premier, Léopold Sédar Senghor (1960-1980), a volontairement quitté le pouvoir en 1980 et a été remplacé, conformément à la constitution, par son premier ministre Abdou Diouf. En 2000, le Sénégal a connu sa première alternance démocratique à la suite d'une élection qui a vu la victoire d'Abdoulaye Wade, leader du Parti démocratique sénégalais.

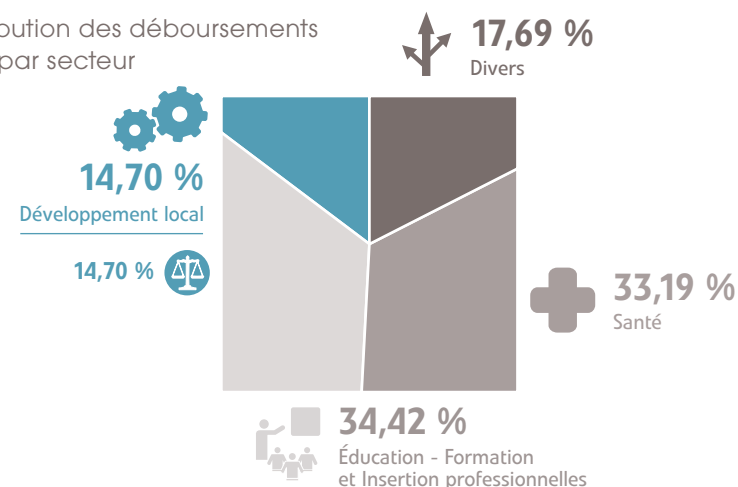
Le 25 mars 2012, Macky Sall a remporté les élections devant le président sortant Abdoulaye Wade avec 65,8 % des voix offrant ainsi au Sénégal sa deuxième alternance démocratique. Pour la première fois dans une élection présidentielle, deux femmes s'étaient portées candidates. Ces élections ont été applaudies pour leur transparence.

Avec plus de 13 millions d'habitants en 2014 et un Produit intérieur brut (PIB) de 1 070 USD, le Sénégal connaît encore une croissance démographique importante (2,7 %) même s'il a entamé sa transition démographique.

Évolution des activités (en millions EUR)



Distribution des déboursments 2014 par secteur





La population à dominante jeune est confrontée à un accès limité aux services sociaux de base et d'insertion dans le marché du travail. La question de l'emploi demeure actuellement la première priorité des ménages et des politiques publiques. La perspective d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) à l'horizon 2015 s'éloigne de plus en plus, notamment en matière de réduction de la pauvreté, de baisse de la mortalité maternelle et infantile, d'amélioration du taux d'achèvement du cycle élémentaire et d'accès à l'assainissement.

Depuis 2005, des chocs répétés ont contribué à réduire la croissance du revenu par habitant à un niveau à peine plus élevé que le taux de croissance de la population. L'enquête de 2011 auprès des ménages indique que la pauvreté a diminué de seulement 1,8 point à 46,7 %, et, en réalité, le nombre de personnes pauvres a augmenté. Les disparités géographiques restent cependant assez prononcées. Le taux de pauvreté dans les zones rurales est estimé à 57 % par rapport à un taux de 26 % à Dakar.

Alors que le taux de croissance de l'Afrique de l'Ouest est de 6 % sur cette période, celui du Sénégal ne s'élève qu'à 3,3 %. La croissance du PIB en 2013 s'élevait à 3 %, notamment en raison de mauvaises performances des secteurs de l'agriculture céréalière et de l'industrie. Les secteurs des services et de la construction demeurent les principaux moteurs de l'économie. La faiblesse de la croissance du PIB s'explique en partie par les niveaux insuffisants de productivité, ceux des infrastructures de soutien à la production, les difficultés d'accès aux facteurs de production (eau, intrants de qualité), la vulnérabilité de l'agriculture face aux aléas climatiques, la faible structuration des chaînes de valeur agropastorales, les problèmes d'accès au foncier et à des financements adaptés, et des problèmes de gouvernance.

La morosité de l'économie est également imputable aux retards dans la mise en œuvre des réformes dans les secteurs de l'énergie

et de l'environnement des affaires, l'insuffisante capacité d'impulsion de l'État et des problèmes d'efficacité de la dépense publique ainsi que la résistance de certains acteurs au changement.

Le Sénégal a, par conséquent, décidé d'adopter un nouveau modèle de développement, à travers une stratégie qui vise l'émergence dans la solidarité à l'horizon 2035. Cette stratégie, dénommée Plan Sénégal émergent, constitue le référentiel de la politique économique et sociale sur le moyen et le long terme. Elle met l'accent sur une plus forte impulsion dans la création de richesses et d'emplois, le renforcement de la gouvernance, le développement des secteurs stratégiques ayant des impacts significatifs sur l'amélioration du bien-être des populations, la protection des groupes vulnérables et la garantie de l'accès aux services sociaux de base.

La Vision Sénégal 2035 va au-delà de l'atteinte des OMD et cible une insertion réussie dans les chaînes de valeur mondiales. La nouvelle dynamique de croissance doit s'appuyer sur l'amélioration de la gouvernance dans tous les domaines de la vie économique et sociale, avec notamment le renforcement de la transparence et du principe de reddition des comptes.

La forte croissance sera également soutenue par les fondements de l'émergence que sont les réformes de l'environnement des affaires et la modernisation de l'Administration publique, la disponibilité de l'énergie à un coût compétitif, la diffusion du numérique et la qualité des infrastructures de soutien à la production et du capital humain ainsi qu'un financement approprié de l'économie.

Dans ce cadre, la plupart des organismes bilatéraux et multilatéraux de développement, dont le Luxembourg, ont une présence active au Sénégal. Des progrès importants ont été accomplis depuis quelques années pour une aide au développement plus efficace, conformément aux principes de la Déclaration de Paris et du Plan d'Action d'Accra.



Les actions accompagnées par LuxDev s'inscrivent dans le cadre du troisième Programme indicatif de Coopération (PIC) Sénégal-Luxembourg. Le PIC III a pour objectif principal de contribuer à la réduction de la pauvreté et au développement durable au Sénégal. Cet objectif est commun à l'ensemble des quatre composantes bilatérales. Le PIC III se caractérise par un double changement d'orientation : il adopte résolument l'approche programme au détriment de l'approche projet qui prévalait jusque-là, et il prévoit un recours accru aux modalités d'exécution nationale. Cela implique un transfert des responsabilités de l'exécution des programmes sectoriels du PIC III à la partie nationale.

Le Programme de Coopération bilatérale qui couvre la période 2013-2018 entame sa deuxième année d'exécution dans les secteurs suivants :

- santé de base ;
- formation et insertion professionnelles ;
- développement territorial et décentralisation ;
- eau et assainissement ;
- appui à l'exécution nationale.



Santé

Projet	Titre	Durée	Budget total EUR	Déboursé en 2014
SEN/027	Programme d'Appui à la Santé de Base du PIC III	2013-2018	13 930 000	3 240 099



Éducation - Formation et Insertion professionnelles

Projet	Titre	Durée	Budget total EUR	Déboursé en 2014
SEN/028	Programme de Formation et d'Insertion professionnelles du PIC III	2013-2018	19 400 000	3 359 213



Développement local

Projet	Titre	Durée	Budget total EUR	Déboursé en 2014
SEN/029	Programme de Décentralisation et d'Éducation citoyenne du PIC III	2013-2018	8 229 095	1 435 159



Divers

Projet	Titre	Durée	Budget total EUR	Déboursé en 2014
SEN/030	Appui à l'Exécution nationale du PIC III	2013-2018	6 450 000	1 726 418

Mali

Statistiques

IDH
176/187

Bamako

16,5 millions

1 240 192

33 %

55 ans

3 %

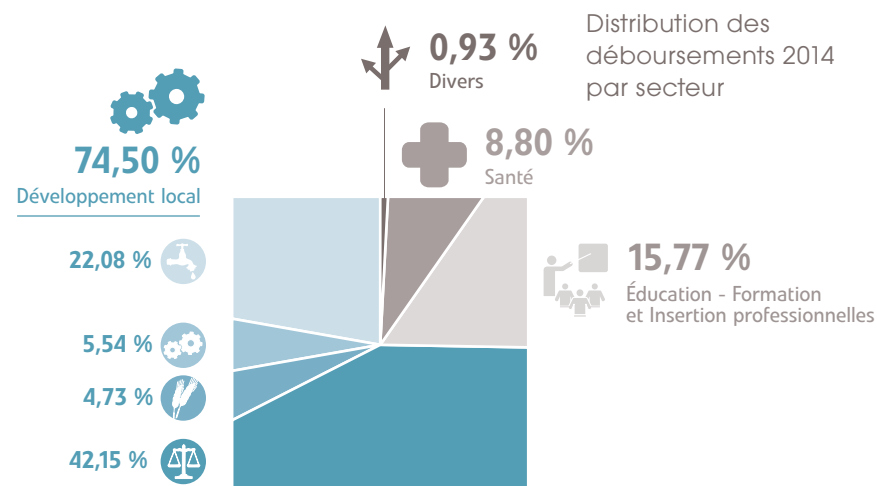
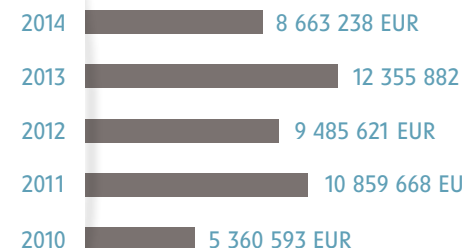
Le Mali est un vaste pays situé entre deux zones géographiques et stratégiques distinctes, l'espace sahélo-saharien et l'Afrique subsaharienne.

Sa population, estimée à 16,5 millions d'habitant et majoritairement rurale (trois quarts) est très inégalement répartie sur le territoire. En effet, seuls 10 % des maliens vivent dans les trois régions du nord (Gao, Kidal et Tombouctou) qui représentent les deux tiers du territoire national. Elle est aussi caractérisée par un l'un des taux de croissance les plus élevé au monde (supérieur à 3 %) et une proportion très importante de jeunes (47 % de la population a moins de 15 ans).

Carrefour de civilisations entre de nombreux groupes ethniques et linguistiques le Mali possède de grandes richesses culturelles. Pays laïc de par sa constitution, le Mali est caractérisé par la coexistence des religions monothéistes et des cultures traditionnelles. Les religions pratiquées sont l'islam, le christianisme et l'animisme.

L'économie du Mali reste dominée par le secteur primaire (36 % du PIB) et notamment agricole qui occupe 80 % de la population active. Les principales filières sont le coton, le riz, l'élevage et l'or. Les secteurs secondaire (industrie) et tertiaire sont peu développés. L'agriculture est confrontée à des difficultés récurrentes : sécheresses répétitives depuis les années 1970, baisse du prix des matières premières produites (coton), hausse des coûts de production (intrants et carburants). La production aurifère occupe la première place dans les recettes d'exportation du Mali. Le secteur industriel étant peu développé, le Mali importe une grande partie des biens de consommation.

Évolution des activités (en millions EUR)





La vie politique malienne a été régulièrement marquée par des renversements de régime et par des revendications territoriales politiques et sociales qui ont abouties à l'émergence d'une rébellion armée sur une région nommée par les Touaregs « Azawad ».

En 2012, un coup d'État militaire déstabilise en profondeur le pays qui perd dans les mois suivants, le contrôle de ses régions Nord au profit des rebelles Touaregs historiques épaulés de plusieurs groupes armés d'influence djihadiste. Ces troubles nécessiteront l'intervention militaire de la France et la mise en place d'une Mission intégrée des Nations unies pour la Stabilisation du Pays. Politiquement, la situation a été rétablie en juillet 2013 avec des élections présidentielles qui ont amené Ibrahim Boubacar Keita au pouvoir.

Ce cumul de problèmes géographiques, climatiques, économiques, sécuritaires et politiques fait que le Mali demeure l'un des pays les plus pauvres au monde. En 2014, le Mali figurait au 176^e rang de l'Indice de Développement humain (IDH) établi par le Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD). L'incidence de cette pauvreté est élevée et la plupart des pauvres se trouvent en milieu rural. En 2014, la moitié de la population (50,4 %) vivait sous le seuil de pauvreté (établi à 1,25 USD par jour). La sécheresse et la guerre ont depuis accentué la pauvreté qui touche nettement moins les zones urbaines (14 %).

Malgré cela, grâce au retour à l'ordre constitutionnel et à la stabilisation sécuritaire dans le sud, le taux de croissance constant avoisine désormais les 5 %. Les perspectives macroéconomiques apparaissent même favorables avec une activité intérieure principalement tirée par l'agriculture et par le secteur tertiaire. Le Mali reste cependant vulnérable aux problèmes sécuritaires et climatiques et ne dispose pas des capacités suffisantes pour y faire face.

Sur les sept dernières années, LuxDev a mis en œuvre les activités de la zone de concentration sud du deuxième PIC Mali-Luxembourg. Ce programme touchait un ensemble varié de secteurs d'intervention tels que l'eau et l'assainissement, la formation professionnelle, la santé et

la sécurité alimentaire. LuxDev a également opéré un projet destiné à la sauvegarde et à la mise en valeur des manuscrits de Tombouctou, particulièrement menacés lors de l'invasion djihadiste de 2012.

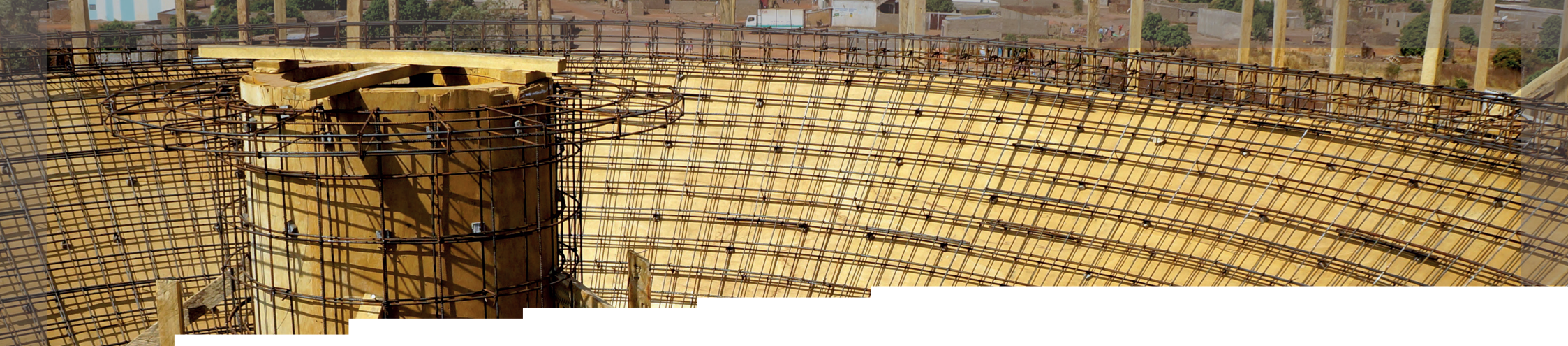
Enfin, pour répondre aux besoins urgents au nord du pays, LuxDev, sur financement de l'Union européenne (UE), travaille sur un projet d'assistance rapide aux autorités et services publics sur les zones post-conflit.

Désireux de continuer leur collaboration, les Gouvernements maliens et luxembourgeois ont récemment signé un troisième PIC. Fort de son expérience, LuxDev, mandataire de la formulation et de la mise en œuvre des projets, travaille donc à la formulation des activités qui permettront une consolidation durable des acquis des programmes précédents sur les domaines du développement rural, de la formation professionnelle et de la décentralisation / bonne gouvernance. Les zones d'intervention historique de la Coopération luxembourgeoise au Mali seront conservées (Région de Ségou et Cercle de Yorosso).

L'enjeu, après une période de troubles politique et sécuritaire majeur, est d'asseoir des bases solides de relance économique, notamment sur les filières agricoles tout en consolidant le rôle des autorités et partenaires nationaux. L'approche favorisera tous les axes de synergie, aussi bien en interne (entre les trois secteurs), en externe avec les autres partenaires techniques et financiers (programmation conjointe de l'UE) ou avec les politiques de développement maliennes en vigueur.

D'autres interventions d'envergure devraient compléter les activités de LuxDev au Mali notamment un autre programme sur les filières agricole sur la région de Sikasso (financement de la Coopération suisse) et un deuxième volet d'appui aux zones post-conflit (financement UE).

Ce portefeuille d'activité, de par son volume et sa répartition géographique, devrait permettre à LuxDev de contribuer significativement et surtout durablement à l'amélioration des conditions de vie des populations bénéficiaires.



Développement local

Projet	Titre	Durée	Budget total EUR	Déboursé en 2014
MLI/015	Valorisation et Exploitation des Manuscrits de Tombouctou pour le Développement économique, social et culturel durable de la Région	2009-2014	4 000 000	480 246
MLI/017	Programme d'Accès à l'Eau potable, à l'Assainissement de Base et à l'Aménagement urbain dans la Zone de Concentration sud du PIC II	2008-2015	14 772 598	1 911 866
MLI/018	Programme de Sécurité alimentaire dans la Zone de Concentration sud du PIC II	2008-2014	4 071 587	409 786
MLI/020	Composante d'Accompagnement des Programmes du PIC II	2008-2014	8 487 712	1 191 768
MLI/501**	Programme d'Appui aux Filières agro-pastorales de Sikasso - PAFA Mali	Formulation	12 927 677	80 136
MLI/801*	Soutien rapide aux Autorités maliennes et aux Services sociaux essentiels dans le Nord du Mali	2013-2015	5 000 000	2 460 087

* financement Commission européenne

** financement Coopération suisse



Santé

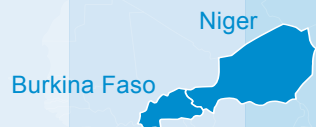
Projet	Titre	Durée	Budget total EUR	Déboursé en 2014
MLI/016	Programme d'Appui à la Santé de Base	2008-2014	9 037 238	762 541



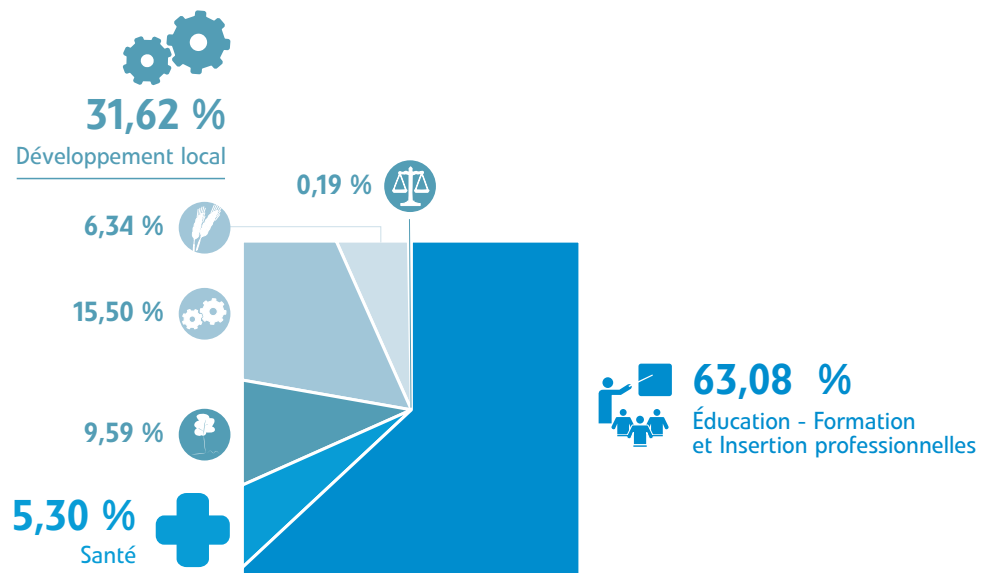
Éducation - Formation et Insertion professionnelles

Projet	Titre	Durée	Budget total EUR	Déboursé en 2014
MLI/019	Programme d'Appui à la Formation et l'Insertion professionnelles	2008-2015	15 830 865	1 366 809

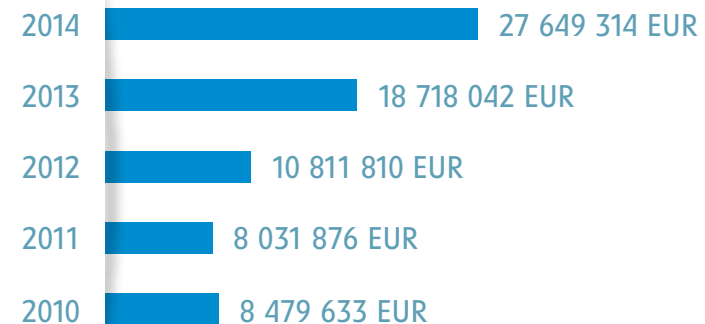
Bureau régional de OUAGADOUGOU



Distribution des déboursments 2014 par secteur



Évolution des activités (en millions EUR)



Burkina Faso

Statistiques

IDH
181/187

Ouagadougou

16,9 millions

km²
274 200

abc
29 %

55 ans

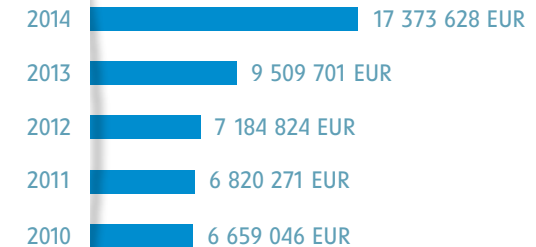
3,05 %

Le Burkina Faso a obtenu son indépendance de la France en 1960. Des coups d'État militaires répétés durant les années 1970 et 1980 ont été suivis par des élections multipartites au début des années 1990. Le président Blaise Compaoré est arrivé au pouvoir par un coup d'État militaire en 1987 et a remporté toutes les élections depuis. En automne 2014, Blaise Compaoré a été chassé du pouvoir par une insurrection populaire qui refusait un changement de la constitution permettant à ce dernier de se représenter. Depuis, le pays est dirigé par un Gouvernement de transition en attendant de nouvelles élections fin 2015.

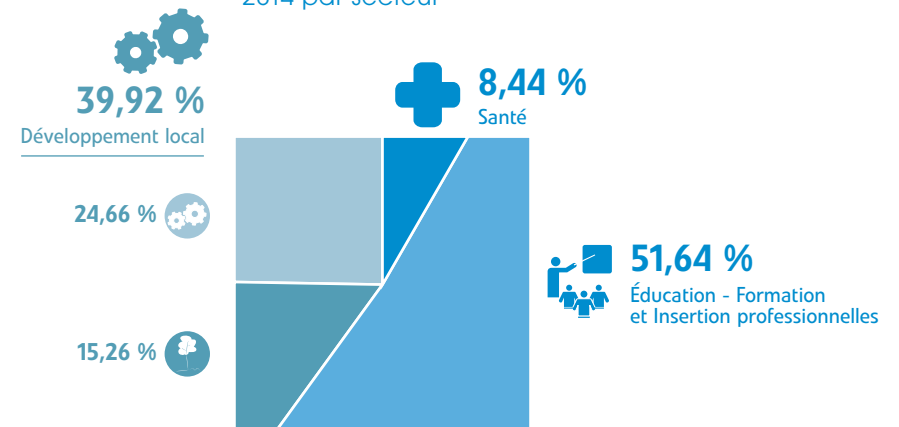
Avec un PIB par tête de l'ordre de 1,5 EUR par jour et par habitant, le Burkina Faso (16,9 millions d'habitants vivant à 83 % dans les zones rurales) est un pays pauvre (181^e rang sur 187 au dernier classement de l'IDH) et enclavé. La forte pression démographique (+3,1 % par an) absorbe une part importante de la croissance économique (supérieure à 6 % par an au cours de la dernière décennie). L'aide au développement (en moyenne 10 % du PIB sur les cinq dernières années) et le développement aurifère (en 2013, l'or a représenté 80 % des exportations du Burkina Faso) contribuent fortement au dynamisme de l'économie burkinabè.

Le secteur agricole représente 33 % du PIB du Burkina Faso et emploie environ 86 % de la population active. Comme beaucoup de ses pairs africains, le Burkina Faso souffre de sous-investissement dans ce secteur. Les investissements dans le secteur agricole sont principalement concentrés sur l'exploitation de co-

Évolution des activités (en millions EUR)



Distribution des déboursements 2014 par secteur





ton. Le Burkina Faso a un potentiel élevé de production et de transformation dans le secteur agro-alimentaire, mais il est faiblement valorisé et de nombreux investisseurs rencontrent des difficultés financières. L'absence de politiques d'infrastructure et l'incohérence de certaines politiques sont des obstacles majeurs, ce qui explique la performance mitigée du secteur agricole au Burkina Faso.

En 2013, l'inflation a été contenue à 2 %. Le déficit budgétaire, malgré une forte augmentation des dépenses sociales à compter de septembre 2013, est resté limité à 3 % du PIB. La dette externe, dont la soutenabilité ne semble pas poser de problème à moyen terme, a été inférieure à 2012 (22,9 % du PIB) et s'établit, en 2013, à 21,8 % du PIB. La dette totale a toutefois augmenté passant de 27,3 % du PIB en 2012 à 33,3 % du PIB en 2013.

Le déficit de la balance des paiements courants présente une tendance à l'aggravation en 2013 et 2014 du fait, notamment, de la baisse du prix international et de la stagnation de la production de l'or, principal produit d'exportation du Burkina Faso. La réduction des cours mondiaux du coton ainsi que la forte augmentation des importations principalement tirées par les projets publics d'investissement font leur reste.

Fin 2013, le Fonds Monétaire international (FMI) a approuvé la septième et dernière revue de la Facilité élargie de Crédit qui s'est terminée fin 2013.

Le Burkina Faso a été éligible dès 1997 à l'initiative en faveur des Pays pauvres Très endettés, et a bénéficié dans ce cadre d'un important allègement de dette, notamment de la part des créanciers multilatéraux et de ceux du Club de Paris. L'atteinte du point d'achèvement en juin 2002 a ouvert la voie à un traitement final de la dette due par le pays aux créanciers du Club de Paris, qui ont accepté

l'annulation de plus de 97 % de leurs créances. Des efforts supplémentaires ont été accordés par les institutions multilatérales fin 2005 au titre de l'Initiative d'Allègement de la Dette multilatérale. Le stock de dette extérieure du Burkina Faso à fin 2013 (3 milliards USD) est constitué à 80 % de dette multilatérale. Le FMI a requalifié le pays en risque de surendettement modéré lors de la 4^e revue de la dernière Facilité élargie de Crédit.

L'Aide publique au Développement totale reçue par le Burkina Faso s'est élevée en 2012 à un peu plus d'un milliard EUR. La France (18 %) est le deuxième bailleur bilatéral derrière les États-Unis (20 %). La Banque mondiale fournit 38 % de l'aide multilatérale suivie de l'Union européenne (27 %).

Les actions développées par LuxDev s'inscrivent dans le deuxième Programme indicatif de la Coopération Burkina Faso-Luxembourg 2012-2016. Un nouveau Programme de Coopération pour la période 2017-2020 sera prochainement élaboré de manière conjointe avec les autorités nationales. Les principaux domaines et champs d'activité au Burkina Faso sont les suivants :

- la lutte contre la pauvreté au travers de l'appui au programme national des plateformes multifonctionnelles ;
- l'éducation : enseignement de base et alphabétisation ;
- l'enseignement professionnelle et technique ;
- l'appui au secteur forestier ;
- l'élevage et la récupération des ressources pastorales ;
- la médecine transfusionnelle ;
- les Technologies Information et Communication.

La Coopération luxembourgeoise participe aux cadres de concertations sectorielles ainsi qu'à l'effort de la Programmation conjointe de l'UE.



Développement local

Projet	Titre	Durée	Budget total EUR	Déboursé en 2014
BKF/015	Second Inventaire forestier national	2010-2015	4 619 219	884 973
BKF/016	Appui au Programme national des Plates-formes multifonctionnelles pour la Lutte contre la Pauvreté au Burkina Faso	2010-2015	12 000 000	2 511 385
BKF/017	Projet d'Amélioration de l'Élevage du Zébu Azawak et de Gestion durable des Ressources naturelles par les Éleveurs	2010-2015	6 000 000	1 294 200
BKF/019	Appui à la Mise en Œuvre du Programme national de Gestion des Ressources forestières	2012-2017	11 000 000	1 766 391
BKF/021	Appui au Développement des TIC au Burkina Faso	Formulation	15 000 000	479 119



Santé

Projet	Titre	Durée	Budget total EUR	Déboursé en 2014
BKF/020	Appui au Plan stratégique de Renforcement de la Transfusion sanguine	2012-2016	7 500 000	1 466 665



Éducation - Formation et Insertion professionnelles

Projet	Titre	Durée	Budget total EUR	Déboursé en 2014
BKF/018	Programme d'Appui à la Politique sectorielle d'Enseignement et de Formation techniques et professionnelles au Burkina Faso	2012-2017	10 000 000	1 634 085
BKF/022	Éducation CAST- Appui au Programme de Développement du Secteur de l'Éducation de Base (PDSEB)	2014-2015	15 000 000	7 326 275

Niger

Statistiques



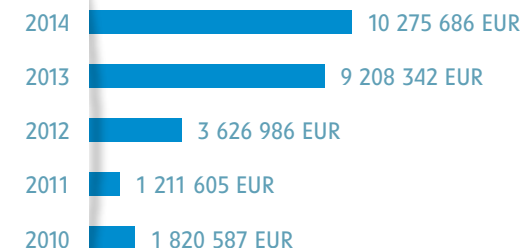
Le Niger est un pays sub-saharien enclavé, avec une population d'environ 17 millions d'habitants et un des pays les plus pauvres du monde. Avec des ressources naturelles et un capital humain limités, il est confronté à d'immenses défis et soumis à rude pression.

Ce vaste pays aride avec la croissance démographique la plus élevée au monde (3,9% pour an) se situait en 2014 à la 187^e place sur 187 dans l'IDH du PNUD, avec un PIB par habitant de 884 USD (en parité de pouvoir d'achat), soit l'un des plus bas d'Afrique. La pauvreté est aggravée par l'instabilité politique, une vulnérabilité extrême aux chocs exogènes et les inégalités qui pénalisent de manière disproportionnée les filles, les femmes et les enfants. Avec près de la moitié de la population ayant moins de 15 ans, les enjeux socio-économiques à venir sont majeurs dans un contexte de changements climatiques perceptibles depuis plusieurs décennies.

Les deux tiers de sa superficie sont désertiques. Seule une bande au sud du pays est verte. L'accès à l'eau est un problème pour une grande partie de la population, même si des châteaux d'eau arrivent petit à petit dans les villes. Le désert progresse de 200 000 hectares chaque année. Les programmes gouvernementaux de reforestation se heurtent aux fréquentes sécheresses et à la demande croissante en bois et en terres agricoles. Depuis 1990, la forêt a perdu un tiers de sa surface et ne couvre plus que 1% du pays.

Le Niger est devenu indépendant de la France en 1960 et a connu un système de parti unique avec un régime militaire jusqu'en 1991, quand le général Ali

Évolution des activités (en millions EUR)



Distribution des déboursements 2014 par secteur





Saïbou a été forcé par son peuple à autoriser des élections multipartites, qui ont abouti à un gouvernement démocratique en 1993. Des luttes politiques ont amené le gouvernement à l'arrêt et ont conduit à un coup d'État en 1996 par le colonel Ibrahim Baré. En 1999, Baré a été tué dans un autre coup d'État contre des officiers militaires qui ont restauré la démocratie et tenu des élections desquelles Mamadou Tandja est sorti vainqueur.

Tandja a été réélu en 2004 et en 2009 et a dirigé un amendement constitutionnel qui lui permettrait de prolonger son mandat en tant que président. En février 2010, un coup d'État militaire expulse Tandja. L'élection présidentielle tenue en début d'année a su rétablir un régime civil le 12 mars 2011 avec l'élection de Mahamadou Issoufou au second tour.

De multiples défis économiques, sociaux, environnementaux et sécuritaires pèsent lourdement sur l'atteinte des OMD dont les principaux sont: le faible développement du capital humain, la dégradation de l'environnement et le changement climatique, la forte croissance démographique, la faible croissance économique et son caractère erratique, l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, l'insécurité globale dans le pays et l'impact des problèmes sécuritaires dans les autres pays voisins (Mali et Nigéria), notamment sous forme de flux migratoires.

L'économie est centrée sur les cultures vivrières, l'élevage, et certains des gisements d'uranium les plus importants au monde. Seulement 18% de la population est urbaine et la plupart (1 million) vit dans la capitale Niamey. Le Niger partage une monnaie commune, le franc CFA, et une banque centrale commune, la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest, avec sept autres membres de l'Union monétaire ouest-africaine.

Depuis 20 ans, les indicateurs sociaux du Niger sont en nette progression et cette tendance devrait se poursuivre. Le taux brut de scolarisation en primaire est passé d'environ 29 % au début des an-

nées 1990 à 71 % en 2014 et le nombre de filles entrant en primaire par rapport aux garçons a lui aussi augmenté sur la même période, de 25 à 40 %. Le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans a reculé entre 1990 et 2010, de 320 à 114 pour 1 000. La prévalence du VIH/sida chez les adultes se maintient à 0,5 % — l'un des plus faibles taux d'Afrique subsaharienne.

Ce redressement sur le front de la croissance économique et des indicateurs sociaux se retrouve dans l'amélioration régulière de l'indice de développement humain du pays, qui est passé de 0,229 en 2000 à 0,337 en 2014 — même si ce résultat est l'un des plus médiocres du monde.

La situation d'insécurité dans le nord et sud-est du pays constitue un facteur de risque pour le développement économique et social de la région. Elle contribue à exposer les populations aux crises humanitaires récurrentes et accentue la dégradation des indicateurs socio-économiques (santé, éducation, emploi, revenus) des régions.

Les actions développées par LuxDev s'inscrivent dans le deuxième PIC Niger-Luxembourg. Un nouveau Programme de Coopération pour la période 2016-2020 est en élaboration conjointe avec les autorités nationales. Les principaux domaines et champs d'activité au Niger sont les suivants :

- l'éducation : enseignement de base et secondaire ;
- l'enseignement professionnel et technique ;
- le développement rural ;
- l'accès à l'eau.

Le développement des capacités nationales par leur renforcement et la valorisation des institutions et des dispositifs existants, font partie de la stratégie de mise en œuvre des projets et programmes de ces deux dernières décennies en vue de l'amélioration des conditions de vie des populations plus vulnérables et d'un développement durable.

Le Programme de la Coopération luxembourgeoise a ciblé la région de Dosso comme une zone de concentration pour les secteurs de l'éducation et le développement rural au même moment que les interventions dans les secteurs de l'Enseignement professionnelle et technique et l'Eau ont eu une empreinte nationale, marquant progressivement la contribution de la coopération aux réformes nationales en cours, tout en capitalisant sur des innovations en matière de décentralisation, avec les conseil régionaux et les communes, mais également de déconcentration, avec l'appui de la chaîne de la dépense et les renforcements des capacités des administrations techniques.

La nouvelle Antenne pays s'inscrit dans cette dynamique avec un ancrage plus important des appuis dans les dispositifs nationaux et un effort important de monitoring et d'analyse. Le positionnement du programme au Niger s'inscrit parfaitement dans les perspectives d'évolution des modalités de la coopération internationale, visant l'amélioration de l'efficacité de l'aide à travers des diverses mesures envisagées en termes d'appropriation, d'alignement et d'harmonisation. Dans ce contexte, LuxDev assure la mise en œuvre des deux projets en coopération déléguée dans les secteurs de l'Enseignement technique et professionnelle et de l'Éducation.

Au Niger, les actions de développement s'inscrivent désormais dans le cadre du Plan de Développement économique et social, dont la période de mise en œuvre couvre la période 2012-2015 et pour lequel un processus de révision est en cours pour les cinq prochaines années.

La Coopération luxembourgeoise participe dans les cadres de concertations sectorielles ainsi que dans l'effort de la Programmation conjointe de l'UE.





Développement local

Projet	Titre	Durée	Budget total EUR	Déboursé en 2014
NIG/018	Programme d'Appui à la Mise en Œuvre du Plan d'Action régional (PAR) de la SDR	2011-2016	12 500 000	1 752 285
NIG/020	Appui à la Chaîne de la Dépense publique à Dosso	2014-2016	500 000	53 096



Éducation - Formation et Insertion professionnelles

Projet	Titre	Durée	Budget total EUR	Déboursé en 2014
NIG/017	Appui au Programme national de Formation professionnelle et technique et d'Insertion des Jeunes Sortants	2011-2016	24 700 000	4 336 891
NIG/019	Appui à la Mise en Œuvre du Programme décennal de Développement de l'Éducation	2011-2016	15 200 000	3 531 471
NIG/719**	Programme d'Appui de la Coopération suisse à la Qualité de l'Éducation de Base 1 formelle au Niger (région de Dosso)	2012-2014	1 590 424	358 744
NIG/817*	Programme Formation professionnelle	2012-2016	3 500 000	243 199

* financement Commission européenne

** financement Coopération suisse



Cap-Vert

PRAIA - CAP-VERT

Statistiques



123/187



Praia



0,54 million



4 033



85 %



72 ans



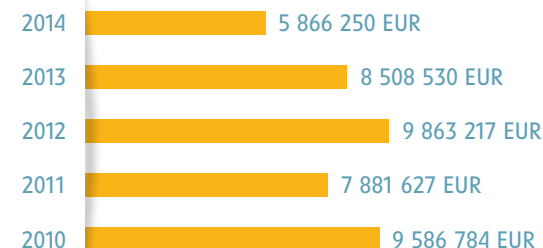
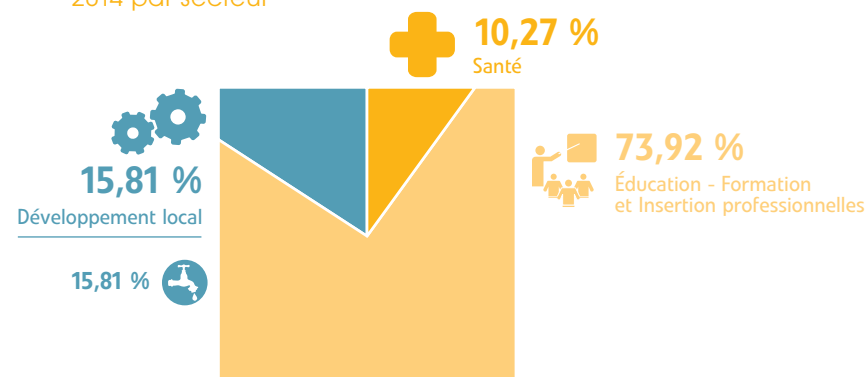
1,39 %

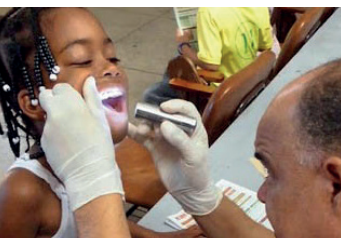
Le Cap-Vert est un archipel constitué d'une dizaine d'îles d'origine volcanique situées dans l'océan Atlantique, au large des côtes du Sénégal. La capitale, Praia, fait partie de l'île de Santiago qui est la plus grande île et celle qui rassemble aussi la part la plus importante de la population.

La plupart des îles ont un relief escarpé de sols volcaniques, d'autres sont planes et sablonneuses, pauvres en végétation et de climat chaud et sec. La pluviosité annuelle est d'environ 230 mm à Praia mais d'autres îles reçoivent moins de pluie encore, ce qui fait que les ressources d'eau de surface ou de forage sont très limitées et que la végétation est généralement rare. Les îles de Santo Antão et São Nicolau font dans une certaine mesure figure d'exception au niveau de la façade nord-est, plus exposée à l'humidité de l'Océan. Bien que le taux de raccordement au réseau de distribution d'eau soit très élevé au Cap-Vert, les problèmes de couverture des besoins de la population et de contamination des faibles ressources sont un véritable défi pour le futur.

Au XV^e siècle, ces îles inhabitées ont été découvertes et colonisées par les Portugais. Le Cap-Vert est ensuite devenu une plaque tournante de la traite d'esclaves africains et plus tard, une escale de ravitaillement importante pour la chasse aux baleines et la navigation transatlantique. Après l'indépendance du Portugal en 1975, et une tentative d'unification avec la Guinée-Bissau, un système de parti unique a été établi et maintenu jusqu'à ce que des élections multipartites aient lieu en 1990. Depuis lors, le Cap-Vert peut se vanter d'avoir un des gouvernements démocratiques les plus stables d'Afrique; les prochaines élections devront se tenir au début de l'année 2016.

Évolution des activités (en millions EUR)

Distribution des déboursements
2014 par secteur



En 2014, la population résidente du Cap-Vert est de 538 000 habitants environ avec un taux de croissance démographique de près de 1,4 % par an et un taux net d'émigration de 6,9%. Les sécheresses répétées au cours de la seconde moitié du XX^e siècle ont rendu la vie tellement difficile qu'une grande partie de la population a préféré émigrer. En conséquence, la population expatriée du Cap-Vert est toujours supérieure à celle du pays même (estimée à 500 000 personnes en 2000 déjà). La population résidente est jeune et plus de 50 % a moins de 24 ans.

Malgré de fortes contraintes et des potentialités limitées en termes de ressources naturelles, le Cap-Vert a fait de réels progrès en matière de croissance économique au cours des 15 dernières années. Le PIB réel per capita a enregistré l'une des plus fortes hausses des pays subsahariens, passant de 902 USD en 1990 à 3 700 USD en 2008 et 6 300 USD en 2014 mais cette progression a été cassée par la crise économique. Une place très importante dans le tissu économique est donnée au tourisme (25% du PIB).

La croissance du Cap-Vert a été rendue possible grâce, notamment, à la mise en place d'une stratégie de développement économique basée sur le secteur privé et l'intégration du pays dans l'économie mondiale. Cependant, cette stratégie a été fortement induite de l'extérieur: transfert de fonds des émigrés capverdiens (9 % du PIB), aide extérieure et revenus du tourisme. Le pays présente d'ailleurs une balance commerciale en fort déséquilibre, important de 4 à 5 fois plus qu'il n'exporte.

Les bonnes performances en termes de croissance se traduisent aussi par un IDH qui, en 2014, positionne le Cap-Vert à la 123^e place sur 187 pays considérés. Le pays a d'ailleurs quitté le groupe des pays les moins avancés en 2007 pour rejoindre celui des pays à développement intermédiaire.

Le pays est cependant encore fragile, l'économie est vulnérable et très dépendante de l'aide extérieure et la pauvreté progresse. En 2007, 26,7 % de la population capverdienne était considérée comme

pauvre, dont la moitié en situation d'extrême pauvreté. Le taux de chômage officiel est d'environ 20 %, la population pauvre étant la plus affectée. Dans ce contexte, les programmes de coopération entre le Cap-Vert et le Luxembourg pour l'appui à la formation professionnelle et l'emploi ont tout leur sens, notamment dans le sous-secteur très dynamique du tourisme.

Le Cap-Vert est un pays partenaire de la Coopération luxembourgeoise depuis la fin des années 80 et un Accord général de Coopération a été signé en 1993 déjà. Le premier PIC a été signé en janvier 2002 pour définir les relations de Coopération entre le Cap-Vert et le Luxembourg. Dans les premiers temps, les interventions concernaient notamment l'eau, l'éducation secondaire et technique et la santé. Aujourd'hui, le programme exécuté par LuxDev au Cap-Vert se concentre sur la Formation professionnelle et l'Emploi et un appui sectoriel portant sur l'Eau et l'Assainissement. Dans le nouveau PIC qui a été négocié pendant l'année 2014, il est également prévu d'appuyer les programmes nationaux en matière de développement des Énergies renouvelables qui présentent un véritable potentiel (énergie solaire et éolienne) alors que les pays consacrent encore beaucoup de ressources à l'importation d'énergies fossiles pour la production d'électricité.



Développement local

Projet	Titre	Durée	Budget total EUR	Déboursé en 2014
CVE/078	Appui au Plan d'Action national pour la Gestion de l'Eau	2012-2016	12 320 000	927 746



Santé

Projet	Titre	Durée	Budget total EUR	Déboursé en 2014
CVE/075	Appui à la Mise en Œuvre du Programme national de Santé scolaire et du Programme national de Cantines scolaires	2010-2015	3 550 000	598 706



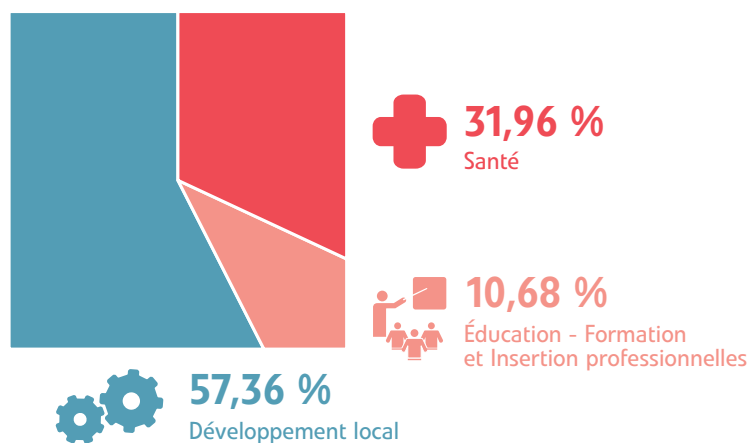
Éducation - Formation et Insertion professionnelles

Projet	Titre	Durée	Budget total EUR	Déboursé en 2014
CVE/059	École d'Hôtellerie et Tourisme du Cap-Vert	2006-2015	12 562 300	1 789 708
CVE/071	Appui à la Formation professionnelle	2008-2015	17 469 716	1 850 209
CVE/077	Assistance technique pour la Gouvernance de la Politique intégrée Éducation-Formation-Emploi 2013-2015	2014-2016	2 575 000	290 609

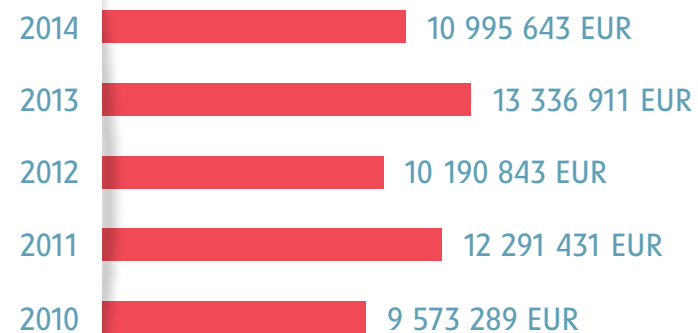
Amérique latine



Distribution des déboursments 2014 par secteur



Évolution des activités (en millions EUR)



Nicaragua

Statistiques



132/187



Managua



5,85 millions



130 370



78 %



73 ans



1,02 %

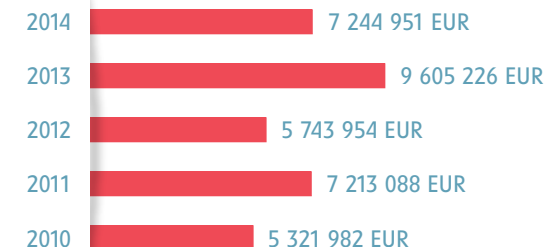
Le Nicaragua est le plus grand pays d'Amérique centrale avec une superficie de 129 494 km². Il dispose de deux côtes sur l'Océan Pacifique à l'ouest et la mer des Caraïbes à l'est. Son climat est tropical dans les plaines côtières et plus frais dans les zones montagneuses du nord. La côte pacifique est longée par une chaîne de volcans dont certains sont en activité. Le Nicaragua compte deux importantes réserves d'eau douce, le lac Cocibolca et le lac Xolotlan. Le pays se situe sur une zone tectonique active ce qui le rend vulnérable aux tremblements de terre et la côte caraïbe est exposée aux ouragans.

La population du Nicaragua a dépassé la barre des six millions d'habitants et, en raison du profil géographique du pays, une proportion importante de la population est concentrée dans la zone pacifique du pays. 60 % de la population vit en milieu urbain. La population, très diversifiée, est constituée pour plus de la moitié par les jeunes de moins de 24 ans.

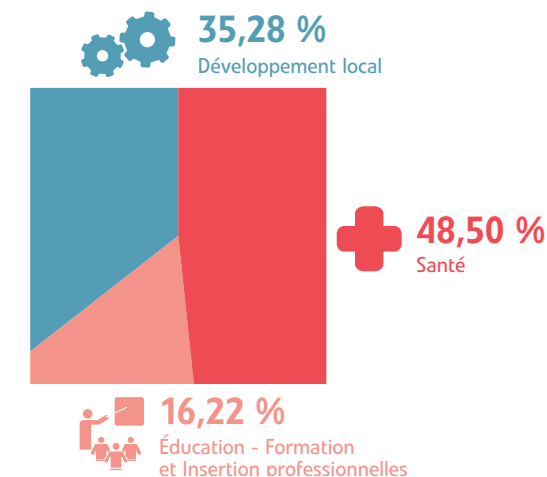
Le Nicaragua a été colonisé par l'Espagne en 1524 et a pris son indépendance en 1821. Après avoir fait partie des Provinces unies d'Amérique centrale, il est devenu une république souveraine en 1854. L'histoire de ses débuts été marquée par des interventions militaires des États-Unis, notamment en raison de la possibilité d'y creuser un canal entre les deux océans. Le pays a également été troublé par de longues périodes de dictature militaire dont la dernière, dominée par la famille Somoza, a pris fin en juillet 1979 avec la victoire emblématique de la révolution conduite par le FSLN (*Frente Sandinista de Liberación Nacional*).

Après 1979 le pays dirigé par le FSLN et son leader Daniel Ortega vit une époque difficile avec un embargo américain et la guerre interne avec « *la Contra* » finan-

Évolution des activités (en millions EUR)



Distribution des déboursements 2014 par secteur





cée par les États-Unis. Les élections de 1990 voient la victoire de Violeta Chamorro et ouvrent la voie à la stabilisation progressive du pays avec des élections libres et une alternance politique. Après 15 ans de passage dans l'opposition, le FSLN retrouve le pouvoir en 2006. Les prochaines élections présidentielles se tiendront en novembre 2016.

Le Nicaragua est un des pays les plus pauvres d'Amérique centrale avec un PIB de 1 904 USD/habitant en 2014. L'agriculture, l'élevage, la sylviculture et la pêche représentent 15 % du PIB et le commerce 14,5 %, suivi des industries manufacturières (13 %). La viande bovine, le café, l'or, le sucre et les arachides représentent 59 % du total des exportations. Le tourisme constitue également une importante source de devises et représente 17 % des exportations. Environ 9 % du PIB est apporté par les émigrés qui envoient de l'argent à leur famille.

Les dépenses publiques dans le secteur de l'éducation représentent 2,8 % du PIB et celles du secteur de la santé 3,2 %

Par ailleurs, l'économie du Nicaragua repose fortement sur le secteur informel qui emploie 75 % de la main d'œuvre, dont une grande partie a pas eu la possibilité de terminer les six années obligatoires d'enseignement primaire.

C'est une des raisons pour lesquelles les efforts de coopération entre le Luxembourg et le Nicaragua sont concentrés sur le secteur de la formation et de l'insertion professionnelles et sur le secteur porteur du tourisme. Ceci permet à la fois de développer des formations avec l'assurance que celles-ci répondent bien aux besoins des travailleurs et des entreprises et de renforcer des activités économiques liées au tourisme qui est peut être considéré comme un outil de développement local, tant au niveau des zones urbaines que des régions rurales.

La pauvreté a une forte incidence au Nicaragua (en 2009 42,5 % de la population vivait sous le seuil de pauvreté) et les inégalités restent très importantes (en 2010 les 20 % les plus riches de la population occupaient 51 % des revenus du pays, tandis que les 20 % les plus pauvres n'en occupaient que 4,6 %).

Récemment, le pays s'est lancé avec un partenaire chinois dans un grand projet de construction d'un canal transocéanique qui devra concurrencer le canal de Panama. Ce projet suscite de nombreuses controverses et oppositions ; il est vu comme un moteur pour l'économie nationale par les uns ou une menace pour la biodiversité et la souveraineté nationale par les autres.

Le Nicaragua est un pays partenaire de la Coopération luxembourgeoise depuis les années 1990 et un Accord général de Coopération a été signé en 2000. Le premier PIC a été élaboré en 2003, ce qui a progressivement permis de mieux structurer les interventions. Dès la signature du deuxième PIC en 2007, les secteurs de la formation et insertion professionnelle, du tourisme et de la santé ont été identifiés comme secteurs de concentration et ils le sont resté encore aujourd'hui.

L'année 2014 a été marquée par l'identification de nouveaux programmes et la négociation d'un avenant qui prévoit l'extension du PIC III sur une période de trois ans en vue d'assurer la transition vers une modalité de programmation conjointe avec l'Union européenne à partir de 2018.



Développement local

Projet	Titre	Durée	Budget total EUR	Déboursé en 2014
NIC/024	Route du Café - Phase II	2011-2015	6 136 000	1 669 127
NIC/824*	Route des Villes coloniales et des Volcans	2012-2016	6 880 000	856 925

* financement Commission européenne

Santé

Projet	Titre	Durée	Budget total EUR	Déboursé en 2014
NIC/025	Appui au Secteur de la Santé de la République du Nicaragua	2012-2015	10 000 000	3 514 050



Éducation - Formation et Insertion professionnelles

Projet	Titre	Durée	Budget total EUR	Déboursé en 2014
NIC/023	Améliorations des Compétences professionnelles et techniques au Niveau national	2010-2015	5 000 000	1 001 410
NIC/026	Renforcement institutionnel de la Formation professionnelle en Hôtellerie et Tourisme	2014-2017	4 500 000	173 439

El Salvador

Statistiques



115/187



San Salvador



6,13 millions



21 041



85 %



74 ans



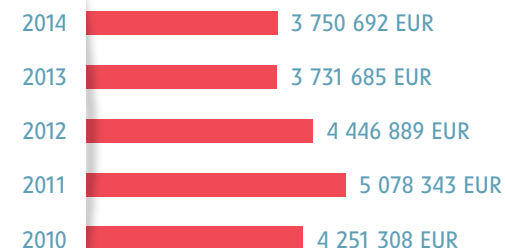
0,27 %

Le Salvador est connu comme la terre des volcans; le pays compte de nombreux volcans actifs et est fréquemment exposé à des tremblements de terre parfois meurtriers. Le pays partage ses frontières avec le Guatemala et le Honduras, tout en étant principalement montagneux avec une étroite bande côtière ouverte vers l'Océan Pacifique et un plateau central. Il est séparé du Nicaragua par le Golfe de Fonseca. Le climat est tropical, et le territoire est régulièrement exposé à des ouragans.

Le Salvador est indépendant de l'Espagne depuis 1821 et est sorti du giron des « Provinces-unies d'Amérique centrale » en 1839. L'histoire récente du pays a été marquée par une guerre civile qui a duré 12 ans et s'est conclue en 1992 avec un solde de 75 000 morts. Depuis lors, le pays a vu s'installer une alternance démocratique et les dernières élections présidentielles ont été organisées au début de l'année 2014. Le pays est néanmoins toujours confronté à un problème de violence et présente un taux d'homicide très élevé avec 70 cas par 100 000 habitants et par an ces dernières années.

La population du Salvador est passée de 1,9 millions d'habitants en 1950 à 4,7 millions en 1984 et est estimée à environ 6 125 000 d'habitants en 2014, ce qui implique une densité de population particulièrement élevée vu la petite taille du pays (21 041 km²). La population est constituée majoritairement de métis, mélange autochtones amérindiens / ascendance européenne et des peuples autochtones; 66 % de la population vit dans les villes et près de la moitié de la population est constituée par les jeunes de moins de 24 ans .

Évolution des activités (en millions EUR)



Distribution des déboursments 2014 par secteur



100 %

Développement local



Le Salvador, malgré sa petite taille, est une des économies importantes de l'Amérique centrale et se trouve au cinquième rang des économies de la région sur base du PIB par habitant (8 000 USD en 2014). L'économie a cependant fort souffert avec la récession mondiale en 2008 mais a entamé un lent processus de reprise en 2010 grâce à une plus grande stabilité politique, une amélioration des exportations et une augmentation des envois de fonds de salvadoriens vivant à l'étranger. Les envois de fonds représentaient 16 % du PIB en 2014, et environ un tiers de tous les ménages bénéficie de ces transferts. Le taux migratoire est toujours élevé à 7.1 émigrants pour 1 000 habitants.

En 2006, le Salvador a été le premier pays à ratifier l'Accord de Libre échange - République dominicaine - Amérique centrale avec les États-Unis, qui a renforcé l'exportation d'aliments, du sucre et de l'éthanol, et a soutenu des investissements dans le secteur du textile face à une concurrence asiatique accrue et à l'expiration de l'accord multifibres en 2005. Le Salvador a favorisé une ouverture de son économie et amélioré le climat d'investissement en lançant une vague de privatisations s'étendant aux télécommunications, à la distribution d'électricité, aux banques et à la gestion des fonds de pension.

Avec l'adoption du dollar américain comme monnaie en 2001, le Salvador a perdu le contrôle sur la politique monétaire et toute réponse politique contra-cyclique de la crise doit se faire par la politique budgétaire, qui est limitée par les exigences législatives et par le niveau déjà élevé de la dette.



Développement local

Projet	Titre	Durée	Budget total EUR	Déboursé en 2014
SVD/022	Appui aux Communautés solidaires du Salvador	2012-2015	13 400 000	3 728 418

Divers

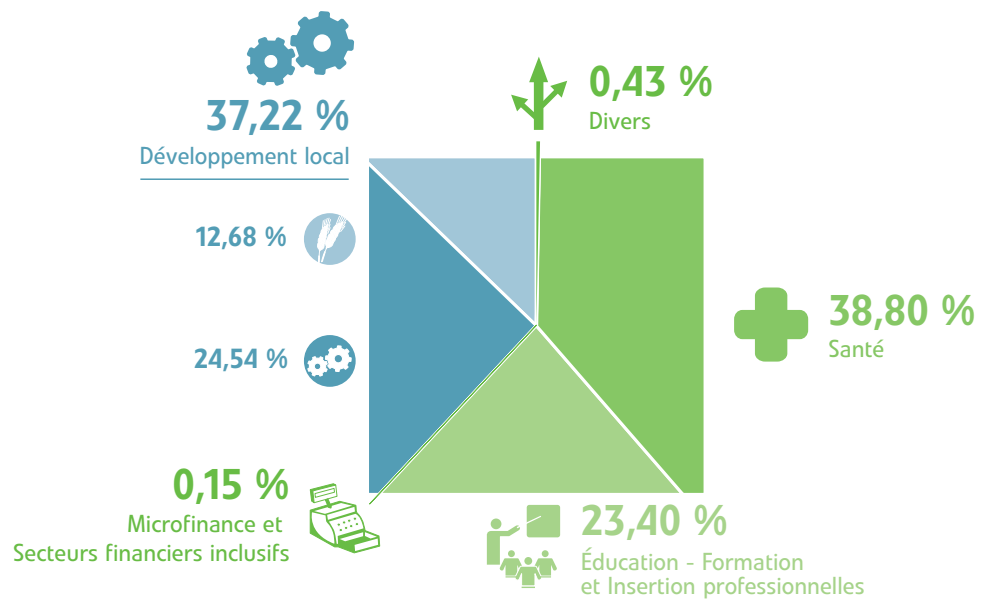
Projet	Titre	Durée	Budget total EUR	Déboursé en 2014
SVD/023	Appui à la Mise en Œuvre de l'Agenda pour l'Efficacité de la Coopération au Salvador	2014-2015	1 000 000	84,41

Asie

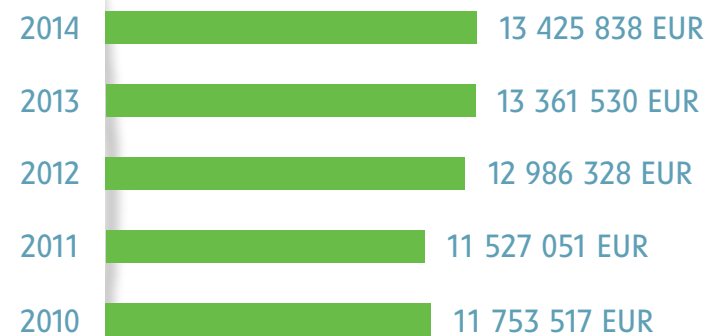




Distribution des déboursments 2014 par secteur



Évolution des activités (en millions EUR)



Vietnam

Statistiques



121/187



Hanoï



93,4 millions

331 210

93 %

73 ans

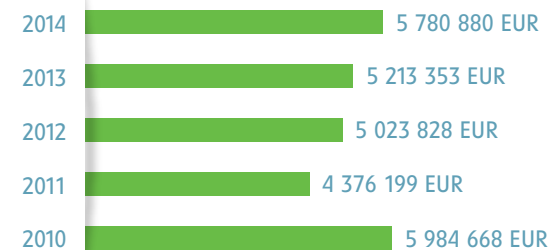
1 %

Le Vietnam est souvent cité en exemple en matière de développement. Après l'adoption d'un vaste programme de réformes politiques et économiques (Doi Moi) en 1986, le pays a connu une période de forte croissance. De fait, l'économie vietnamienne a connu un essor économique remarquable en l'espace de quelques années. Le PIB par habitant, qui était de 220 USD en 1994, a été multiplié par trois entre 2002 et 2010, pour atteindre 1 755 USD par habitant en 2013.

Le taux de croissance du Vietnam a atteint 6,4 % par an, en moyenne durant la dernière décennie, la croissance étant tirée par le commerce international et les investissements étrangers. Protégé par le niveau de ses exportations, le pays a peu souffert de la crise économique internationale et ses perspectives de croissance restent parmi les plus élevées d'Asie.

À ce jour, le Vietnam a atteint - sinon dépassé - la plupart des OMD, en particulier les objectifs relatifs à la réduction de la pauvreté, à l'éducation et à l'équité de genre. Au cours des dernières décennies, notamment, le Vietnam a fait des progrès remarquables dans la réduction de la pauvreté. Le pourcentage de personnes vivant sous le seuil de pauvreté, qui était de près de 40 % en milieu rural dans les années 1990, est ainsi passé à moins de 10 % en 2012. Une attention particulière est portée sur le développement économique et la réduction de la pauvreté dans les zones rurales. L'accent est notamment mis sur la création d'emplois et l'augmentation des revenus par le biais d'une industrialisation rurale et le développement du secteur des services dans ces zones.

Évolution des activités (en millions EUR)



53,58 %

Développement local

21,96 %



31,62 %



Distribution des déboursements 2014 par secteur



25,56 %
Santé



20,52 %
Éducation - Formation
et Insertion professionnelles



0,34 %
Microfinance et
Secteurs financiers inclusifs



Le Gouvernement vietnamien a lancé des réformes touchant les secteurs clés de l'économie et prévoyant la privatisation partielle des entreprises publiques, mais leur mise en œuvre reste graduelle. Une réforme fiscale a également été entreprise pour compenser la baisse des revenus douaniers, consécutive à l'entrée du pays à l'Organisation mondiale du Commerce en 2007, et rendre le pays plus attractif aux yeux des investisseurs. Pour faire face à la crise financière mondiale, le gouvernement a mis en place plusieurs plans de relance visant à améliorer le climat des affaires pour encourager la production et les exportations, stimuler la consommation et les investissements, accroître la sécurité sociale et la réduction de la pauvreté, introduire des politiques monétaires et fiscales effectives.

Afin d'assurer une croissance soutenue en période d'incertitudes internationales, le Gouvernement vietnamien a lancé, à travers la Stratégie de Développement socio-économique 2011-2020, ce qu'il nomme les « trois chantiers structurels sur le moyen et long terme » : le développement des infrastructures, la formation des jeunes et la modernisation des institutions. Pour atteindre ces objectifs, le pays devra réformer les entreprises publiques, développer le secteur privé et moderniser son système bancaire.

Le secteur agricole, qui représente 20 % du PIB, est en déclin. Cependant, c'est le secteur qui emploie la plus grande partie de la population. L'industrie, qui représente 38 % du PIB, est le principal moteur de la croissance vietnamienne. Quant au secteur des services, il est essentiellement représenté par le tourisme et les télécommunications, des secteurs très porteurs qui devraient contribuer massivement à la santé économique du pays dans les années à venir. Le secteur tertiaire pesait déjà 42 % du PIB en 2013.

Les objectifs stratégiques retenus dans le PIC 2011-2015 sont le résultat du dialogue entre le Gouvernement du Vietnam et celui du Luxembourg, et sont basés sur les expériences antérieures ainsi que sur les priorités définies par les deux parties.

Comme les précédents PIC, celui-ci s'aligne sur le Plan de Développement socio-économique pour la période 2011-2015. Il met également l'accent sur les besoins d'un pays à revenu intermédiaire et les nouveaux défis d'une économie de marché émergente dans des domaines où le Luxembourg a un avantage comparatif.

Il vise la réduction de la pauvreté par le soutien aux secteurs sociaux et aux zones économiques clés à travers le renforcement des capacités institutionnelles et le développement des ressources humaines dans le secteur bancaire et de la finance et de l'industrie de l'hôtellerie et du tourisme.



Développement local

Projet	Titre	Durée	Budget total EUR	Déboursé en 2014
VIE/028	Développement rural à l'Ouest de Nghe An	2009-2015	6 000 000	943 090
VIE/033	Développement local et Adaptation au Changement climatique dans la Province de Hué	2013-2017	8 000 000	1 569 456
VIE/035	Assistance technique au Projet d'Appui à Tam Nong du FIDA dans la Province de Tuyen Quang	2014-2017	2 000 000	159 381
VIE/036	Irrigation à Cao Bang - Utilisation rationnelle de l'Eau et de l'Agriculture	2014-2019	5 500 000	99 003



Santé

Projet	Titre	Durée	Budget total EUR	Déboursé en 2014
VIE/027	Soutien à la Politique de Soins de Santé pour les Pauvres de Cao Bang et Bac Kan	2009-2015	6 499 100	1 472 122



Éducation - Formation et Insertion professionnelles

Projet	Titre	Durée	Budget total EUR	Déboursé en 2014
VIE/031	Renforcement des Ressources humaines dans le Secteur hôtelier et du Tourisme au Vietnam	2010-2015	3 950 000	1 174 541
VIE/034	Bac Kan, Formation et Éducation professionnelles - Phase II	Formulation	2 500 000	11 770



Microfinance et Secteurs financiers inclusifs

Projet	Titre	Durée	Budget total EUR	Déboursé en 2014
VIE/032	Appui à la Consolidation du Marché des Valeurs mobilières du Vietnam et Renforcement des Capacités de Formation	2014-2018	3 860 000	8 942

Laos

Statistiques

IDH
139/187

Vientiane

6,80 millions

km²
236 800

abc
73 %

64 ans

1,59 %

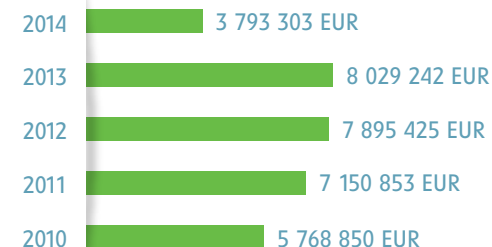
Connu dans l'Antiquité sous le nom de royaume de Lan Xang (« million d'éléphants ») et baptisé durant la guerre d'Indochine « pays du million de contradictions » par les journalistes, ce pays faiblement peuplé connaît enfin la paix après trois siècles de guerres successives contre le royaume d'Annam, la Chine, le Myanmar, le Siam, la France et les États-Unis.

Pays le moins développé et le plus mystérieux des trois États de l'ancienne Indochine française, le Laos est devenu, à la fin des années 80, le chef de file des réformes économiques et politiques de la région. Depuis 1989, le pays s'est ouvert au libre-échange et aux investissements étrangers, tandis que le marteau et la faucille disparaissaient définitivement du drapeau national en 1991.

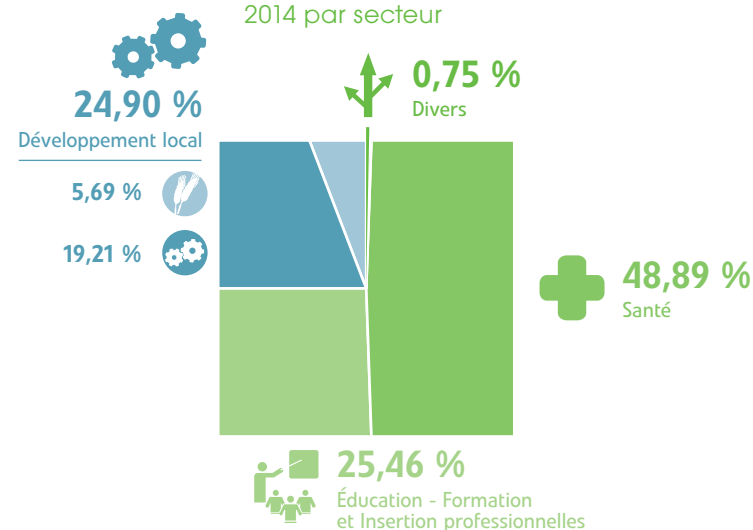
Alors que la Thaïlande s'enlise dans des crises politiques qui paralysent son économie, que le Cambodge souffre de profondes divisions internes et que le Vietnam s'industrialise à toute vitesse afin de créer des emplois pour sa fourmillante population, le Laos semble vouloir prendre son temps pour mettre en place l'un des systèmes politiques et économiques les plus stables de la région.

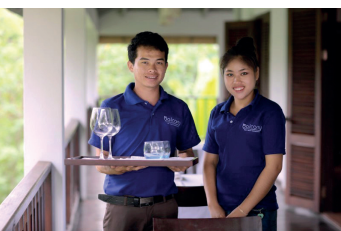
Pays enclavé, le Laos s'étend sur plus de 1 000 km du nord au sud au cœur de la sous-région du Mékong, sur une superficie de 236 800 km² (à peine supérieure à celle de la Grande-Bretagne). Le Sud et le Centre sont bordés à l'Est par la cordillère annamite. Presque en parallèle, le Mékong, axe de communication majeur du pays, délimite à l'ouest la plus grande partie du territoire sur

Évolution des activités (en millions EUR)



Distribution des déboursements 2014 par secteur





1 865 km. La vallée du Mékong et ses plaines fertiles concentrent la quasi-totalité des rizières, constituant ainsi la première région agricole du Laos. La plus petite largeur du pays, située au niveau de la province centrale de Khammouane, ne dépasse pas 120 km.

Avec 6,8 millions d'habitants, la population de la république populaire, bien que peu nombreuse, est très diversifiée puisqu'elle compte quelque 80 ethnies. La population du pays est très jeune, un laotien sur trois ayant moins de 15 ans.

Le quart de cette population vit aujourd'hui avec moins de 2 USD par jour et par personne, alors que le pays dispose de nombreux atouts, notamment des ressources minières (étain, or, cuivre, zinc, bauxite, etc.) et énergétiques. Fort de son puissant réseau hydraulique, le Laos produit et exporte essentiellement de l'électricité vers la Thaïlande.

Le secteur du tourisme génère 6 % du PIB du Laos et représente le 3^e poste de revenus d'exportation du pays, derrière les mines et l'hydroélectricité. En 2013, 3,7 millions de visiteurs, dont plus de 90 % de touristes frontaliers, ont été accueillis dans le pays, pour un revenu de 596 millions USD. Bien que la fréquentation touristique augmente sensiblement d'année en année, et les projections pour 2014 et 2015 le confirment, la persistance d'un tourisme frontalier caractérisé par des séjours de très courte durée et de faibles dépenses ne permet pas au pays d'exploiter pleinement les potentialités qu'offre son territoire. La promotion d'une image de marque, basée sur un tourisme communautaire durable, devrait permettre, dans une perspective à long terme et si les autorités s'en donnent les moyens, d'attirer un plus grand nombre de voyageurs internationaux.

En 2011, le pays affichait un taux de croissance de 8 %. Et selon les prévisions de l'OCDE, sur la période 2013-2017, la croissance moyenne annuelle s'élèvera à 7,5 %, soit le taux plus élevé de l'As-

sociation des Nations de l'Asie du Sud-Est. Le revenu national brut par habitant est passé de 310 USD en 2001 à plus de 1 000 USD en 2011. Selon la classification de la Banque mondiale, le Laos appartient à la catégorie des pays les moins avancés. Il a cependant pour objectif d'en sortir pour rejoindre la catégorie des pays à revenus intermédiaires d'ici à 2020, grâce à une croissance économique forte et régulière reposant essentiellement sur l'exportation de ses ressources naturelles vers les pays voisins et sur le développement de son secteur touristique.

Malgré les efforts des autorités pour promouvoir le pays, le Laos souffre toujours d'un déficit de fréquentation touristique, en comparaison avec ses voisins asiatiques. Cela s'explique par divers facteurs, dont les principaux sont un déficit d'image, le manque d'infrastructures et le manque de personnel qualifié. La création d'une école hôtelière, le LANITH - *Lao National Institute of Tourism and Hospitality* - financée par la Coopération luxembourgeoise à partir de 2008, vise à combler cette lacune.

En dépit des progrès enregistrés pour atteindre les OMD, le Laos a encore des efforts à faire dans certains domaines. Dans la santé notamment : 44 % des enfants de moins de cinq ans souffrent d'un retard de croissance et 27 % d'insuffisance pondérale grave. Le Laos a encore l'un des ratios de mortalité maternelle les plus élevés de la région, même s'il est « en bonne voie » pour réduire cet écart et atteindre la cible des OMD pour la mortalité maternelle. Le Laos pourrait également faire davantage pour placer l'égalité de genre au centre de ses plans de développement nationaux.

Dans le septième Plan national de Développement économique et social pour la période 2011-2015, le gouvernement a exposé sa stratégie de réduction de la pauvreté pour atteindre les OMD d'ici 2015, visant à favoriser la croissance économique dans l'équité, de développer et de moderniser l'infrastructure sociale et économique du



pays et renforcer le développement des ressources humaines. Le huitième Plan national de Développement économique et social pour 2016-2020 est en cours d'élaboration.

Les actions actuellement mises en œuvre au Laos par la Coopération luxembourgeoise s'inscrivent dans le troisième PIC établi entre les deux pays pour la période 2011-2015. Un nouveau PIC couvrant la période 2016-2020 est en cours d'élaboration conjointe avec les autorités nationales. Les principaux secteurs d'intervention au Laos sont les suivants :

- éducation - Formation et Insertion professionnelles ;
- développement local ;
- santé.



Développement local

Projet	Titre	Durée	Budget total EUR	Déboursé en 2014
LAO/021	Développement intégré à Bolikhamxay	2009-2015	7 600 000	1 041 551
LAO/024	Projet de Développement local à Khammouane	2014-2021	5 000 000	424 996
LAO/026	Assistance technique au Programme Soum Son Seun Jai du FIDA	2013-2015	1 700 000	433 824



Éducation - Formation et Insertion professionnelles

Projet	Titre	Durée	Budget total EUR	Déboursé en 2014
LAO/020	Appui au Développement des Ressources humaines en Hôtellerie et Tourisme	2008-2016	7 500 000	1 113 697
LAO/023	Renforcer la Primauté et l'État de Droit au Laos par un Enseignement universitaire juridique de Qualité	2010-2015	5 000 000	829 565



Divers

Projet	Titre	Durée	Budget total EUR	Déboursé en 2014
LAO/028	Renforcement des Capacités du Département de la Coopération internationale du Ministère de la Planification et de l'Investissement	2014-2017	800 000	57 385



Santé

Projet	Titre	Durée	Budget total EUR	Déboursé en 2014
LAO/027	Programme Lao-Luxembourg d'Appui au Secteur de la Santé - Phase II	2014-2021	20 000 000	1 985 462

Myanmar

Statistiques

(IDH)
150/187

(★)
Naypidaw

(iii)
55,7 millions

(km²)
676 578

(abc)
93 %

(↑)
66 ans

(iii)
1,03 %

Le Myanmar est situé à un carrefour stratégique entre la Chine, l'Inde et la péninsule indochinoise. Si les Birmans forment environ 70 % de la population, le pays est composé de plusieurs dizaines de minorités ethniques, dont certaines sont engagées dans une lutte armée contre le pouvoir central depuis plusieurs décennies. Après avoir obtenu son indépendance de la couronne britannique en 1948, le Myanmar fut l'un des pays les plus prospères d'Asie du Sud-Est dans les années 1950. Gouverné par une junte militaire de 1962 à 2011, cette prospérité économique a fortement décliné, le Myanmar devenant l'un des pays les plus pauvres de la région.

En 2013-2014, le PIB du Myanmar était de 56,8 milliards USD. Selon les premières données issues du recensement national de 2014, estimant la population à 51,4 millions d'habitant, le revenu moyen par habitant est de l'ordre de 1 105 USD, soit l'un des plus bas d'Asie du Sud-Est et du Pacifique.

L'analyse d'une évaluation des conditions de vie des ménages menée en 2009-2010 à l'échelle nationale a révélé que 26 % de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté. Selon la Banque mondiale, qui tient compte des produits non alimentaires dans le panier des ménages et des écarts de prix spatiaux, l'estimation de la pauvreté s'élèverait même à 37,5 % de la population du Myanmar.

Le pays dispose cependant d'atouts importants : des matières premières abondantes (mines, bois, gaz et pétrole), un vaste marché intérieur de près de 57 millions de consommateurs, une main d'œuvre bon marché et une intégration

Évolution des activités (en millions EUR)



Distribution des déboursements 2014 par secteur



100 %

Éducation - Formation
et Insertion professionnelles



régionale forte, du fait de son appartenance à l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est depuis 1997 et de ses liens étroits avec la Chine et l'Inde. L'agriculture est au cœur de la vie économique birmane, 70 % de la population vivant dans les zones rurales.

Après avoir procédé à une révision de la constitution nationale, le pouvoir militaire a consenti à tenir des élections en novembre 2010 - boycottées par la Ligue nationale pour la Démocratie - qui ont conforté la place du Parti d'Union pour la Solidarité et le Développement, entrouvrant cependant le Parlement à l'opposition. Bien que la grande majorité des personnes nommées au niveau national par le Président Thein Sein (ex-Premier Ministre) sont d'anciens ou d'actuels officiers militaires, le gouvernement a lancé une série de réformes politiques et économiques conduisant à une ouverture importante du pays longtemps isolé sur la scène internationale. Le Président s'est engagé à faire de l'économie l'une de ses priorités. Une loi sur l'investissement étranger a été adoptée le 7 septembre 2012. La modernisation du système financier, et plus particulièrement bancaire, constitue un enjeu majeur conditionnant la poursuite de l'ensemble des réformes économiques, ainsi que le développement du secteur privé et des investissements étrangers.

En avril 2012, l'UE a indiqué qu'elle accueillait favorablement le développement du commerce et des investissements européens, afin de contribuer au développement socio-économique du Myanmar tout en promouvant la responsabilité sociale et environnementale des entreprises. La levée des sanctions européennes en avril 2013 (à l'exception de l'embargo sur les armes) ainsi que la réintégration du Myanmar dans le système de préférences généralisées européen en juillet 2013 ont permis de renforcer la contribution de l'Union européenne au développement économique du pays. Les États-Unis, l'Australie et un grand nombre de pays ont également levé, soit partiellement, soit totalement, leur régime de sanctions.

Malgré les efforts du Gouvernement birman pour relancer l'économie et s'ouvrir aux investissements étrangers, les conditions de développement restent faibles et les inégalités régionales importantes. Les populations pauvres vivent surtout dans les zones rurales et sont très vulnérables aux aléas externes (inondations, sécheresses, cyclones, glissements de terrain). D'un point de vue structurel, les problématiques de développement s'expliquent surtout par le manque d'opportunités professionnelles, la faiblesse de la productivité agricole, les retards technologiques et le manque d'investissement, la faible couverture et le manque de qualité des services sociaux, les politiques et les programmes inachevés. Dans les régions rurales, ces facteurs ont pour conséquence une situation d'insécurité alimentaire généralisée et de malnutrition chronique.

Aucune action n'ayant été mise en œuvre par la Coopération luxembourgeoise au Myanmar à ce jour, le projet intitulé « Développement des Ressources humaines dans le Secteur de l'Hôtellerie et du Tourisme et Renforcement des Capacités du Ministère de l'Hôtellerie et du Tourisme », qui démarre en 2015, est considéré comme la toute première intervention financée par le Luxembourg sur le programme d'aide bilatérale au développement dans ce pays.

Ce projet vise à mettre en œuvre un plan de développement des ressources humaines dans le secteur du tourisme et, en même temps, à renforcer et réorienter les capacités du Ministère de l'Hôtellerie et du Tourisme d'une part, et du secteur privé d'autre part, afin de s'aligner sur les besoins du marché du travail et répondre aux attentes des visiteurs en matière de qualité de services.



Éducation - Formation et Insertion professionnelles

Projet	Titre	Durée	Budget total EUR	Déboursé en 2014
MYA/001	Développement des Ressources humaines dans le Secteur de l'Hôtellerie et du Tourisme et Renforcement des Capacités du Ministère de l'Hôtellerie et du Tourisme	Formulation	5 000 000	12 476

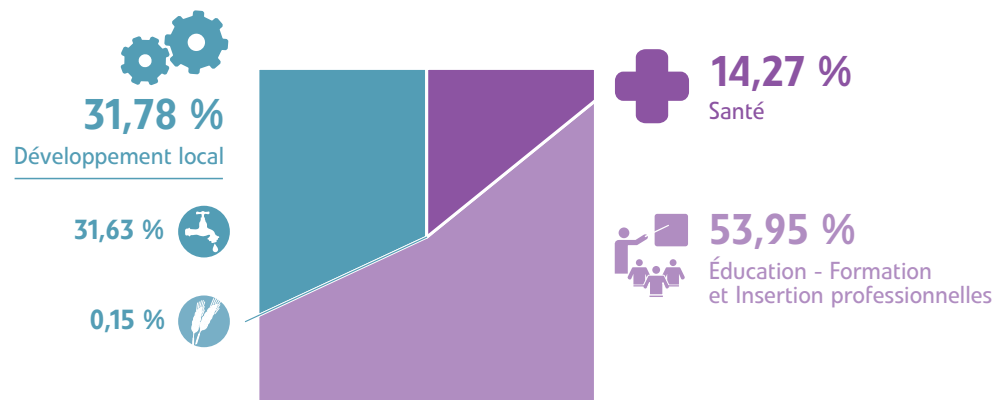


Balkans

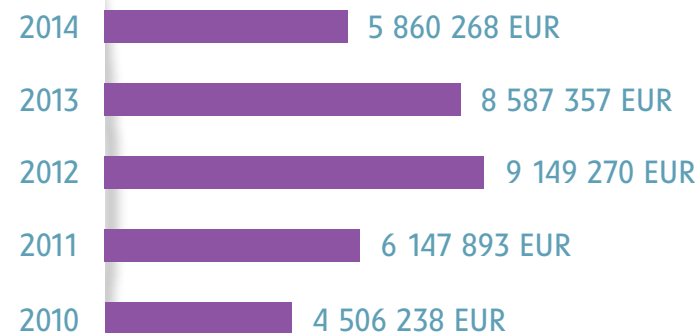
Bureau régional de PRISTINA



Distribution des déboursements 2014 par secteur



Évolution des activités (en millions EUR)



Kosovo

Statistiques

IDH
87/187

Pristina

1,86 millions

km²
10 887

abc
92 %

70 ans

0,9 %

Le Kosovo, le plus jeune des États indépendants de l'Europe et d'une étendue d'environ 10 000 km² est peuplé d'environ 1,8 millions d'habitants. Plus de 90 % de cette population est albanaise et la minorité serbe représente 5,3 %. Les autres populations minoritaires sont bosniaques, goranis, roms, ashkalis, égyptiennes et turques. On estime que 800 000 Kosovars vivent en dehors du Kosovo (principalement les diasporas de l'UE).

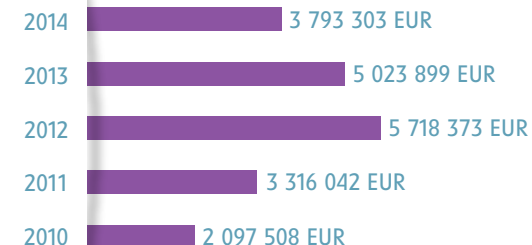
Le pays a montré des progrès significatifs dans la transition vers une économie de marché et un maintien de stabilité macroéconomique, mais il est encore très dépendant de la communauté internationale (environ 10 % du PIB) et de la diaspora (environ 15 % du PIB) pour l'assistance financière et technique.

L'économie est dominée par les secteurs du commerce et des services. Les secteurs de l'agriculture et de la construction ont également connu une croissance remarquable. Depuis 2008, le pays a réussi cinq années consécutives de croissance économique (en moyenne 4,5 % par an). Cependant, la pauvreté reste un fléau au Kosovo avec 12,1 % vivant dans la pauvreté extrême et 34,5 % dans une pauvreté relative.

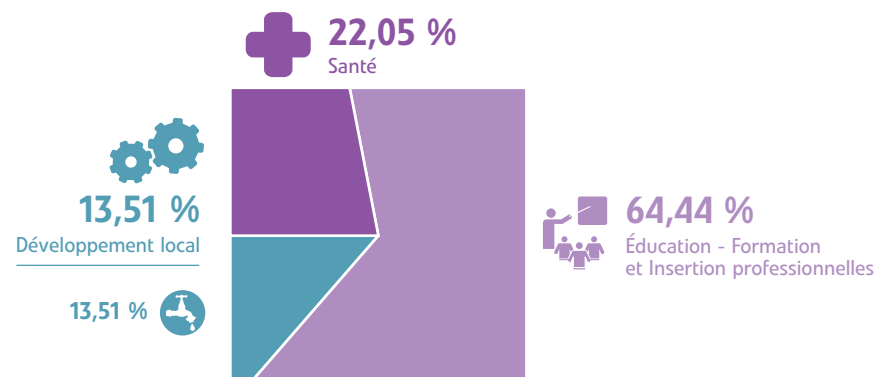
Le chômage élevé encourage l'émigration et stimule une économie informelle importante. Le défi de l'emploi des jeunes au Kosovo est encore plus critique étant donné la forte proportion de jeunes dans la population : les jeunes hommes et femmes de moins de 25 ans représentent plus de la moitié de la population. La population du Kosovo est la plus jeune d'Europe avec une moyenne d'âge d'environ 26 ans.

Le Kosovo fait partie du processus d'Accord de Stabilisation et d'Association (ASA), dans le cadre de la stratégie de préadhésion à l'UE. Le ASA poursuit

Évolution des activités (en millions EUR)



Distribution des déboursements 2014 par secteur





trois objectifs, à savoir la stabilisation et une transition rapide vers une économie de marché, la promotion de la coopération régionale ainsi que la perspective d'adhésion à l'UE.

Depuis 2000, la Coopération luxembourgeoise contribue à atténuer les effets de la crise durable dans les Balkans et en particulier au Kosovo.

Le 23 Avril 2013, le Gouvernement du Kosovo a signé un accord bilatéral et un protocole d'entente avec le Grand-Duché de Luxembourg. Ces documents définissent la poursuite de la Coopération luxembourgeoise au Kosovo pour la période 2013-2016 dans trois secteurs d'intervention : la santé, l'éducation et l'eau et l'assainissement.



Considéré comme pilier opérationnel de la Coopération bilatérale luxembourgeoise, LuxDev dispose des moyens de mettre en œuvre des projets qui consolideront les acquis des programmes antérieurs dans ces domaines.

Malgré les progrès et des développements politiques observés ces dernières années, le secteur de la santé au Kosovo est toujours confronté à des défis majeurs. La réforme de la santé fait partie des principaux objectifs du nouveau gouvernement nommé en décembre 2014. Par conséquent, LuxDev exécute, pour la Coopération luxembourgeoise, un programme structurant qui accompagne le processus de réforme du secteur de la santé.



Le Kosovo dispose d'un système de santé bien développé, mais fait face à des goulets d'étranglement critiques. Des politiques et des plans d'action sont en place, et des réformes novatrices sont en cours. Toutefois, les normes ne sont pas toujours bien établies et la qualité des soins reste problématique.

Les dépenses en santé publiques sont des plus basses de la région et leur attribution souvent mal gérées. Le financement privé des soins est très élevé et représente environ 40% de tous les fonds destinés à la santé. Ceci représente un obstacle important à l'accès équitable aux soins.



Même avant la déclaration d'indépendance en 2008, le secteur de l'éducation occupait la première place sur la liste des secteurs prioritaires au Kosovo. Il a été clairement identifié comme secteur clé permettant de relancer l'économie de la jeune République et d'assurer une pérennité sur le long terme.

Chaque année, environ 30 000 nouveaux demandeurs d'emploi entrent sur le marché du travail, mais la croissance économique actuelle ne génère pas plus de 15 000 nouveaux emplois par an. Plus d'un tiers des jeunes Kosovars ne possède ni travail ni formation - une catégorie qui pourrait être désignée comme « la génération perdue ».

C'est pourquoi la Coopération luxembourgeoise soutient le Ministère de l'Éducation, des Sciences et de la Technologie du Kosovo et contribue à la modernisation du système de l'éducation formelle par des réformes dans le secteur de la formation professionnelle où LuxDev joue un rôle crucial dans le soutien à la réalisation de ces investissements.

Des décennies de sous-investissement dans le secteur de l'eau au Kosovo (lors de la dissolution de la Yougoslavie et du conflit ultérieur au Kosovo), et en particulier dans la zone nord, demandent d'importants investissements pour reconstruire les actifs délabrés et rétablir les capacités des prestataires de services.

Dans le cadre d'un effort global visant à réhabiliter le réseau régional et d'augmenter les capacités d'approvisionnement en eau dans la région de Mitrovica, LuxDev soutient la mise en œuvre d'un projet d'alimentation en eau décentralisée. Le Luxembourg finance la modernisation de l'équipement, sous la supervision de l'opérateur régional, et renforce ses capacités opérationnelles et de gestion.

Le nombre et la valeur des interventions mises en œuvre par LuxDev restent significatifs et contribuent au développement des trois secteurs précités.



Développement local

Projet	Titre	Durée	Budget total EUR	Déboursé en 2014
KSV/018	Appui institutionnel et technique au Système d'Approvisionnement en Eau à Mitrovica - Phase II	2014-2017	4 500 000	243 003



Éducation - Formation et Insertion professionnelles

Projet	Titre	Durée	Budget total EUR	Déboursé en 2014
KSV/015	Appui à la Réforme de la Formation professionnelle au Kosovo	2010-2016	10 000 000	2 444 524

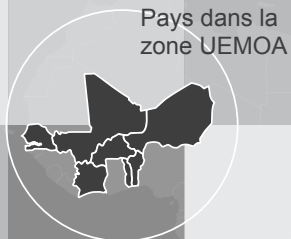


Santé

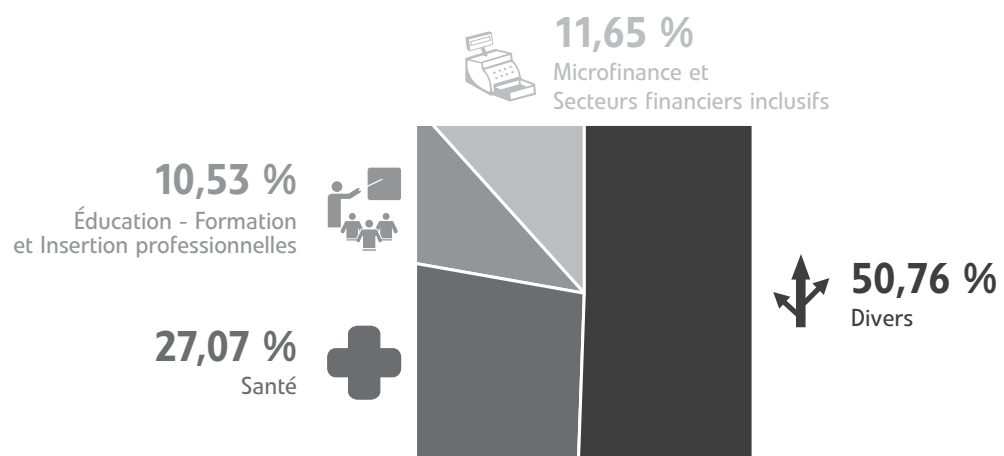
Projet	Titre	Durée	Budget total EUR	Déboursé en 2014
KSV/014	Renforcement du Secteur de la Santé au Kosovo	2009-2015	6 500 000	786 131
KSV/017	Appui au Secteur de la Santé du Kosovo - Phase II	Formulation	6 000 000	50 116



AUTRES PAYS



Distribution des déboursements 2014 par secteur



Évolution des activités (en millions EUR)



Afrique régionale

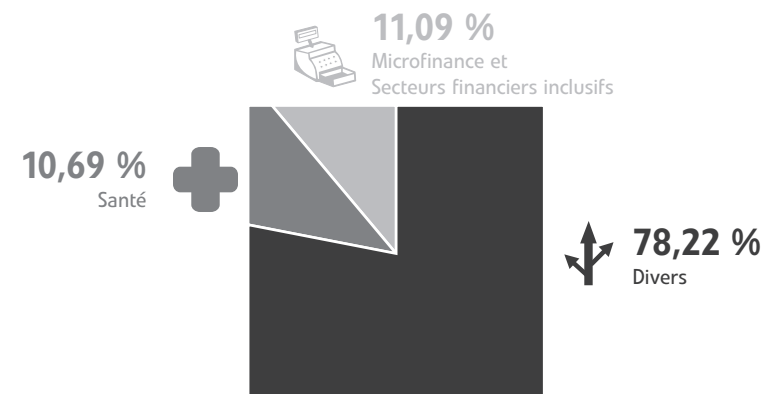
Certains projets mis en œuvre par LuxDev sont purement à caractère régional et ne peuvent donc pas être attribués à un seul pays voir un seul secteur. Les Projets AFR/017 et 018 ont été spécialement conçus pour fonctionner dans le cadre de la région de l'UMOEa, tandis que les deux autres émergent du fonds fiduciaire pour les infrastructures UE-Afrique duquel le Luxembourg est membre depuis 2007.



Évolution des activités (en millions EUR)



Distribution des déboursements 2014 par secteur





Santé

Projet	Titre	Durée	Budget total EUR	Déboursé en 2014
AFR/819***	Télémédecine et Télésanté pour l'Afrique sub-saharienne	2011-2014	4 000 000	500 013
AFR/019	Télémédecine et Télésanté pour l'Afrique sub-saharienne	2011-2014	170 000	-

*** Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les Infrastructures

Divers

Projet	Titre	Durée	Budget total EUR	Déboursé en 2014
AFR/820***	<i>African Internet Exchange System (AXIS)</i>	2011-2016	5 100 000	3 534 559
AFR/020	<i>African Internet Exchange System (AXIS)</i>	2011-2016	300 000	85 883

*** Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les Infrastructures

Mongolie

Statistiques

(IDH)
103/187

(★)
Oulan-Bator

(iii)
2,93 millions

(km²)
1 564 116

(abc)
97 %

(↑)
69 ans

(iii↑)
1,37 %

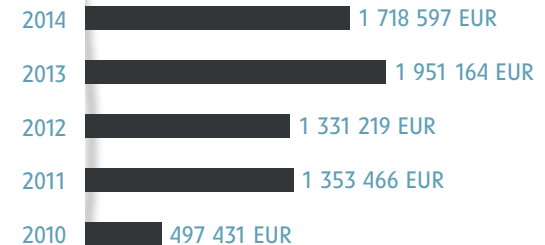
La Mongolie est un pays sans littoral avec une population d'environ trois millions d'habitants. Une grande part de l'activité économique en Mongolie est basée sur l'élevage et l'agriculture, mais le pays possède aussi d'importantes réserves en minerais.

L'aide soviétique représentait jusqu'à un tiers du PIB, mais a disparu du jour au lendemain en 1990 et 1991 au moment du démantèlement de l'URSS. La décennie suivante a vu la Mongolie subir à la fois une profonde récession en raison de l'inaction politique et des catastrophes naturelles, mais aussi une certaine croissance économique en raison d'une réforme globale vers l'économie de marché et la privatisation d'une majorité des entreprises étatiques.

Les rudes hivers et les sécheresses estivales de 2000-2002 ont abouti à des pertes massives au niveau des élevages ainsi qu'à une croissance négative du PIB. Cette situation s'est encore aggravée par la baisse des prix à l'exportation du secteur primaire de la Mongolie et une opposition généralisée à la privatisation. La croissance moyenne de près de 9 % par an entre 2004-2008 était en grande partie provoquée par les prix élevés du cuivre et la nouvelle production aurifère. Jusqu'à la fin de 2008 la Mongolie a connu une inflation galopante atteignant près de 40 %.

Avec l'aide des institutions financières internationales et de la communauté des donateurs, la Mongolie a réalisé des progrès considérables au niveau du processus de démocratisation, en établissant des fondations macro-économiques

Évolution des activités (en millions EUR)



Distribution des déboursements 2014 par secteur



17,36 %
Microfinance et
Secteurs financiers inclusifs



82,64 %
Santé



durables. Le pays a adopté une nouvelle constitution en 1992 qui intègre les principes de la démocratie et la propriété privée. Le pays est d'ailleurs devenu l'une des économies les plus ouvertes de la région, afin de faciliter les initiatives privées.

C'est à la fin de 2008 que le pays a commencé à ressentir les effets de la crise financière mondiale. La chute des prix des produits de base a contribué à réduire l'inflation, mais aussi à réduire les recettes publiques et a entraîné une réduction des dépenses. Au début de 2009, le Fonds monétaire international a octroyé 236 millions USD en « *stand-by agreement* » à la Mongolie et le pays a commencé à sortir de la crise.

L'économie a progressé de 6,1 % en 2010, en grande partie grâce aux bons résultats obtenus par les exportations vers les pays voisins. L'économie de la Mongolie continue à être fortement influencée par ses voisins. Elle achète 95 % de son pétrole et une quantité substantielle d'énergie électrique de la Russie, ce qui la rend très vulnérable aux hausses de prix.

Le commerce avec la Chine représente plus de la moitié du commerce extérieur. En retour, la Chine reçoit plus de trois-quarts des exportations de la Mongolie. Les envois de fonds de Mongols travaillant à l'étranger sont considérables, mais ont chuté en raison de la crise économique.



Microfinance et Secteurs inclusifs

Projet	Titre	Durée	Budget total EUR	Déboursé en 2014
MON/004	Projet de Formation et de Renforcement des Capacités du Secteur financier	2010-2014	2 000 000	298 367



Santé

Projet	Titre	Durée	Budget total EUR	Déboursé en 2014
MON/005	Centre cardiovasculaire, Santé maternelle et infantile et Développement de la Télémédecine	2012-2016	8 371 184	1 384 350

Récapitulatif des fonds mis en œuvre

dans les différents pays partenaires (EUR)

DAKAR

	Budget total	Déboursés 2013	Déboursés 2014
Total Bureau	109 209 095	19 073 515	18 424 128
Sénégal	48 009 095	6 717 633	9 760 890
Mali	61 200 000	12 355 882	8 663 238

HANOÏ

	Budget total	Déboursés 2013	Déboursés 2014
Total Bureau	115 410 522	13 361 530	13 425 837
Vietnam	48 710 824	5 213 353	5 780 879
Laos	66 531 698	8 029 242	7 632 482
Myanmar	168 000	118 934	12 476

MANAGUA

	Budget total	Déboursés 2013	Déboursés 2014
Total Bureau	64 916 000	13 336 911	10 995 643
Nicaragua	32 516 000	9 605 226	7 244 951
El Salvador	32 400 000	3 731 685	3 750 692

OUAGADOUGOU

	Budget total	Déboursés 2013	Déboursés 2014
Total Bureau	129 868 161	18 718 042	27 649 314
Burkina Faso	71 877 737	9 509 701	17 373 628
Niger	57 990 424	9 208 342	10 275 686

PRAIA

	Budget total	Déboursés 2013	Déboursés 2014
Total Bureau	64 636 016	8 508 530	5 866 250
Cap-Vert	64 636 016	8 508 530	5 866 250

PRISTINA

	Budget total	Déboursés 2013	Déboursés 2014
Total Bureau	47 945 164	8 587 357	5 860 268
Kosovo	31 230 164	5 023 899	3 793 303
Monténégro	11 922 000	2 549 934	725 818
Serbie	4 793 000	1 013 524	1 341 146

GESTION DIRECTE

	Budget total	Déboursés 2013	Déboursés 2014
Total	63 053 843	6 756 069	7 212 737
Afrique régionale	28 579 500	2 878 148	4 676 337
Mongolie	12 445 300	1 951 164	1 718 597
Rwanda	15 980 000	1 040 169	31 904
Autres (formation, etc.)	6 049 043	886 587	785 899
Total	595 038 801	88 341 954	89 434 177

Crédits

Coordination LuxDev | Richard Schmid

Rédaction Bureaux régionaux | Représentants régionaux et Conseillers géographiques

Rédaction Dossier Niger | François Bary et Richard Schmid

Réalisation vidéos | Richard Schmid

Conception graphique et Réalisation | Cathy Scheltien

Crédits Photos

Couverture : Nathalie Oberweis - Niger

Remerciements

À l'Antenne de LuxDev à Niamey, ainsi qu'aux collaborateurs à Dosso et à toutes les personnes sur place et au Siège ayant permis la réalisation du dossier Niger.

Aux participants du concours photos et aux auteurs des différentes photos présentes dans ce rapport annuel (il nous est malheureusement impossible de tous les mentionner).

© Lux-Development

LuxDev

A 10, rue de la Grève | BP 2273, L-1022 Luxembourg

T +352 29 58 58 1 | F +352 29 58 58 200 | E ask@luxdev.lu

www.luxdev.lu



Agence luxembourgeoise pour la
Coopération au Développement